

2021KO URRIA / AZAROA / ABENDOA
OCTOBRE / NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2021



**Pouvoir rendu aux élus, décentralisation, répartition équitable des investissements, ... :
LES RÉFORMES INDISPENSABLES DE LA COMMUNAUTÉ PAYS BASQUE**



HOMMAGE À RAMUNTXO CAMBLONG



**AMBITIONS DE L'ONU : LE PAYS BASQUE,
UNE TERRE EXEMPLAIRE ?**



**COP 26 : EN FINIR AVEC
UN MODÈLE DE SURPRODUCTION**



_LEMA»

Trimestriel d'opinion et
d'information citoyenne /

Herritarren informazio eta
iritzi hiruhilabetekaria

Adresse postale / Helbidea :

EAJ
25 rue Thiers karrika
64100 Bayonne / Baiona
Tél. : 05 59 46 15 34

www.eaj-pnb.eus

Directeur de la publication /

Agerkariaren zuzendaria :

Jean Tellechea

Mise en page et design graphique /

Orriaren konponketa eta grafismoa :

Izar Design

Abonnement / Harpidetza :

contact@eaj-pnb.eus

3

SAR HITZA / ÉDITO

Geroa gure esku dago

5

OMENALDIA / HOMMAGE

Ramuntxo Camblong, « le bâtisseur »

11

EUSKARA

Enseignement immersif : tout ça pour ça !

14

INGURUMENA / ENVIRONNEMENT

Tout va bien. Après la COP 26, un pic de chaleur hivernal et les soldes !

16

KUDEANTZA / GOUVERNANCE

Communauté Pays Basque : redonner le pouvoir aux élus

21

KITZIK

Ah, la télé !

22

HISTORIA

Europa maite zuen euskaltzalea : Francisco Javier Landaburu (1907-1963)

24

ALDERDIAREN BIZIA

Assemblée Générale d'EAJ-PNB : le Pays Basque doit être exemplaire

28

HANDIK / ÉCHOS DU SUD

Les accords Sanchez - Gouvernement Basque

30

ARGITU / DECHIFFRAGE

Euskadi et Navarre : l'économie au service de la santé

31

GARRAIOA / MOBILITE

TGV : le non des élus d'Iparralde

33

HISTORIA

Beloke nola sortu zen ?

35

EUROPA

Mikel Burzako : « Nous partageons avec M. Macron l'idée d'une Europe plus souveraine »

37

HISTORIA

Antoine d'Abbadie, « Euskaldunen aita »

39

ALDERDIAREN BIZIA

EAJ-PNB prend position



Geroa gure esku dago

En ce début d'année 2022, nous nous accrochons à l'espoir de sortir prochainement de cette période pandémique relativement trouble, afin de renouer avec des moments de convivialité, de partage et d'échange qui caractérisent toute activité humaine. Nous traversons également cette période avec le sentiment profond que les changements de paradigmes actuellement en cours connaissent des phases d'accélération :

- mettre tout en œuvre pour freiner et s'adapter au changement climatique,
- inverser les tendances particulièrement préoccupantes d'une inégalité inconnue à ce jour entre un pourcentage très restreint de personnes ultra-riches et une très grande majorité de population confrontée à la pauvreté,
- lutter contre les inégalités d'accès aux savoirs, à la santé, au logement, aux Droits de l'homme...

Autant de défis qui sont lancés à l'humanité avec une acuité inédite.

– Le local, les territoires pour relever les défis

Face à cela, nous sommes convaincus que le local, les territoires, seront les leviers majeurs nous permettant de les relever. L'enjeu des prochaines échéances électorales réside donc certainement dans la capacité des citoyens que nous sommes à en prendre conscience et à faire les choix courageux de ceux qui feront avant tout confiance aux acteurs de nos territoires pour nous prendre en mains et, chacun à son niveau, contribuer à adapter l'Humanité à ses mutations profondes.

Il en est ainsi de notre chère Communauté Pays Basque qui fête ses cinq premières années d'existence. Pour la première fois depuis des siècles, Ipar Euskadi a une reconnaissance institutionnelle officielle même si ses compétences restent, à nos yeux, bien trop limitées.



– Une Communauté Pays Basque à réformer

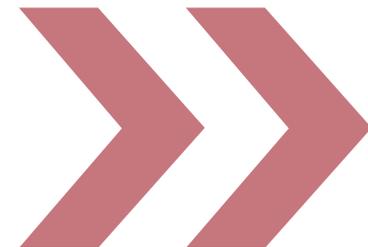
Cinq années c'est peu, mais c'est déjà beaucoup ! Beaucoup si l'on considère notamment que les choix de structuration organisationnelle et démocratique de cette institution sont encore largement perfectibles (moins de technocratie, beaucoup plus de fédéralisme interne), beaucoup également si l'on considère que le rééquilibrage territorial auquel nous aspirions, nous autres promoteurs de la première heure, est loin d'avoir été entamé. Comment justifier en effet, que plus de 70 % des investissements réalisés dans la Communauté Pays Basque (avec tous les effets d'entraînement que ces investissements induisent sur les lieux sur lesquelles ils sont réalisés) aient été réalisés sur la frange littorale, l'agglomération Bayonnaise en particulier. À l'heure où la politique de la CAPB, qui a consisté à

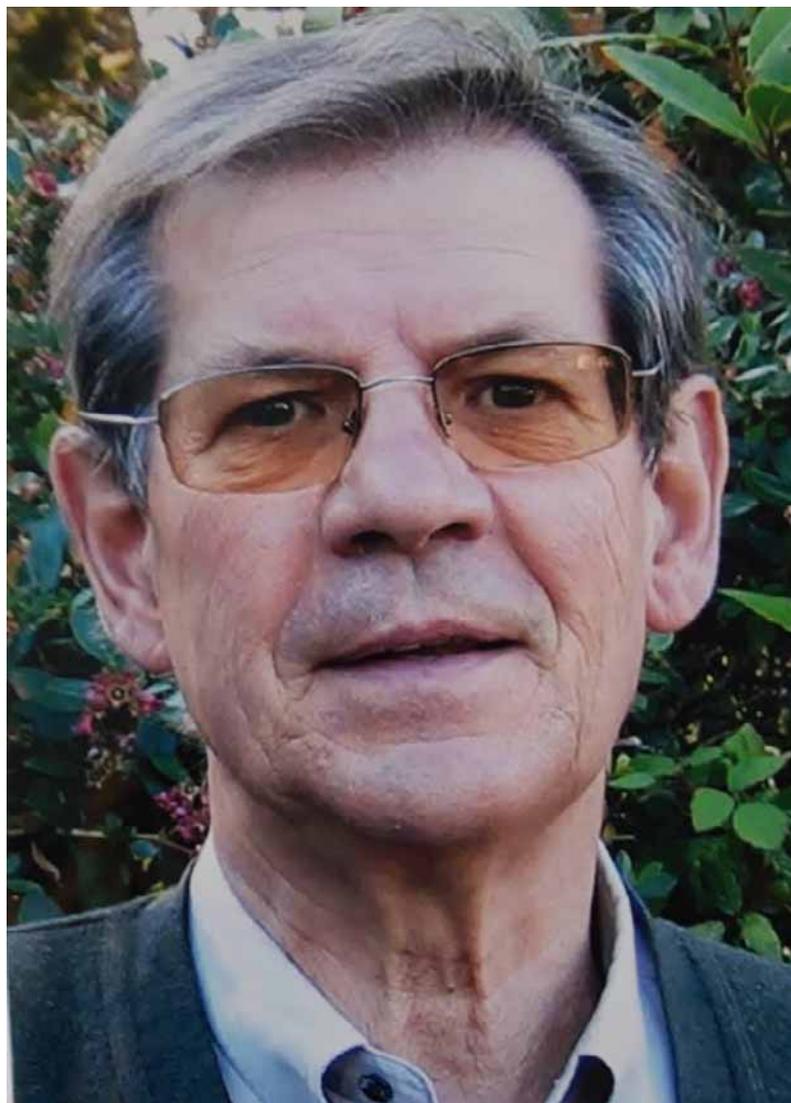
s'accaparer toutes les compétences, « quoi qu'il en coûte », engendre un monstre budgétaire sans maîtrise, il est indispensable de réorienter la politique d'investissements et le fonctionnement des services internes vers le territoire de l'intérieur, avec agilité et frugalité. Il en va de l'appropriation par les élus et les habitants du territoire de cette instrument institutionnel et de l'avenir solidaire d'Ipar Euskadi.

Urte berri on deneri JELpean !



Peio Etxeleku
Président régional d'EAJ





Ramuntxo Camblong, « le bâtisseur »



Cette figure du nationalisme basque et d'EAJ-PNB s'est éteint le 12 Novembre dernier, à l'issue d'une vie très riche, dédiée au renouveau de son pays : le Pays Basque. Après avoir impulsé avec ses collègues militants, nombre d'initiatives pérennes et emblématiques de notre territoire, il n'était pas du genre à couler une retraite paisible. Il s'engagea pleinement dans sa mission de président d'EAJ-PNB, de 2004 à 2008. Ez adiorik Ramuntxo ! Milesker euskal katea eten ez dadin egindako eguneroko lana gatik. Sortutako haziak emankorrek bilakatuko eta bilakatuko.

« Ramuntxo était un homme du compromis capable de négocier sur tout pourvu qu'on avance un peu, mais sans jamais renoncer à l'essentiel »

Dani Camblong, son frère cadet, également jeltzale, fut le témoin privilégié de l'engagement politique de Ramuntxo. Il nous raconte très précisément son parcours, depuis ses années étudiantes, à Paris, jusqu'à la présidence d'EAJ-PNB.

Alors qu'il était étudiant à Paris, Ramuntxo disait avoir eu la révélation de sa basquitude, lors d'un repas animé par Mixel Labéguerie, avant la création d'Enbata. Avez-vous plus de détails sur cet épisode ?

Après son bac math'elem (science) en 1959, Ramuntxo intègre l'ISEP Ecole Supérieure d'Electronique à Paris pour 5 ans. Durant les premières vacances de Noël, il rejoint ses copains et amis du Pays Basque pour une réunion à l'Hôtel Euzkadi chez les Darraidou. Là, il rencontre le groupe des anciens ou encore étudiants, qui avaient jeté les bases d'un mouvement des étudiants basques (EMBATA) parmi lesquels Michel Labéguerie,

Laurent Darraidou, certainement Ximun Haran et autres, en plus des amis de son âge. Il était revenu enchanté, enthousiasmé par ce qu'il avait entendu : Nation Basque, Zazpiak bat, fédéralisme Européen, toutes notions qui étaient nouvelles pour le jeune étudiant et exaltantes. Il avait été très impressionné par les talents oratoires d'un Michel Labéguerie en euskara ou en français. Ils avaient de plus chanté en basque quelques chants patriotiques. C'est certainement là qu'il a pris conscience de sa « basquitude » qui va durer toute sa vie.

Il fit partie des pionniers d'Enbata. Membre de son comité directeur de 1963 à 1974. Quelles étaient ses priorités ?

Bien qu'éloigné du Pays Basque à Paris jusqu'en 1966, il était effectivement au 1er comité directeur d'Enbata. La reconnaissance du Pays Basque en Iparralde, sous tous ses aspects constituait sa trame idéologique : l'euskara, vivre et travailler au Pays, aider et défendre ceux qui travaillaient en ce sens.

Enbata avec ses cahiers faisait aussi beaucoup de formation pour ses propres militants : on parlait agriculture (Jean Louis Davant), économie, culture, politique (Jakes Abeberry) pour une reconnaissance du Pays Basque dans une Europe fédérale (Janick Aramendi, Guy Héraut) ceux dont je me sou-



viens. En plus de cette formation, il y avait la distribution du journal Enbata à la sortie de la messe, mais aussi tous les faits de circonstances : tracts en faveur de Christiane Etchalus emprisonnée à Pampelune, les Aberri Eguna suite à 1963 ; tout cela nourrissait le militantisme en même temps que l'information et la formation sur notre Pays Basque, car il y a

60 ans, il n'y avait ni Google ni tous les livres et journaux qui aujourd'hui, traitent du Pays Basque. Enbata jouait aussi ce rôle et Ramuntxo y participait avec d'autres.

De retour de Paris en juin 1966, Ramuntxo passe de Thomson (mise en pratique de la télé en couleur) à l'enseignement de l'électronique au collège technique

_ Buruzagi jeltzaleek egindako omenaldia Ramuntxo Camblongi

Andoni Ortuzar, aberri mailako burua :

"Ramuntxo, lehenengo eta behin, abertzalea izan zen. Abertzalea, euskaltzalea, Iparraldeko garapenaren aldeko gizona... baina, gauza guztien gainetik, Ramuntxo pertsona bikaina, pertsona jatorra, pertsona ona izan zen. Utzi digun ondareari, egin zuen lanari, jarraipena eman behar diogu. Hori da Ramuntxori egin ahal diogun omenaldirik handiena"



Peio Etxeleku, gaurko IBBren burua, ehorzketaren momentuan errana :

"gaur ehortzi dugu Ramuntxo, gure presidente izan dena; oso abertzale izan dena. 50 urtez lurralde hau osoki zerbitzatu duena. Aurpegi anitzeko gizona zen, Ramuntxo; irakaslea, zientzialaria, kultur-gizona, lantegi-burua, lantegi-sortzailea, eta politika-agintaria baita ere, lurralde goratzaile eta anitz alorretan exenploa eman du, bereziki, bere gaitasunean gizarte zibiletik politikagintzan eta gizarte zibileko esperientziatik politikagintzan aplikatzeko. Mugaz bi aldeak biziki hurbildu ditu, egunero aurrera eraman dituen proiektuetan. Biziki faltan botako dugu baina badakigu den lekutik, eman duen ibilbidearen bidez, inspirazio iturri izango dela".



d'Hasparren. Il fallait construire et développer le Pays Basque dans beaucoup de domaines : en formation technique et en économie pour pouvoir créer des emplois industriels afin que les jeunes puissent vivre au Pays Basque ainsi qu'en matière culturelle (euskara, chants, danses etc) afin que notre langue, notre culture retrouvent la place qu'elles méritaient en Iparralde.

Ses deux maitres mots ont été : sortir et garantir, créer et développer pour vivre suivant notre culture et notre mode de vie. D'où la naissance de Seaska avec Argitxu Noblia, Manex Pagola et d'autres, Partzuer pour récolter quelques fonds afin de créer quelques coopératives, Herrikoa avec Patxi Noblia, Mikel Ithurbide et d'autres pour la mise en place d'un système de financement de futures entreprises, de même Elkar pour la diffusion du matériel de culture basque. Ramuntxo avec les autres militants abertzale se mobilisait pour développer un projet global pour Iparralde et pour Euskadi.

Ramuntxo était un intellectuel lisant et s'informant tout le temps, très sensible à toute forme de culture et bien sûr à la culture basque : d'où Seaska, Elkar, Institut culturel.

Fils de Paysan de Macaye, il pensait que pour développer le Pays Basque et créer de l'emploi, il fallait faire naître de l'industrie, ce qui existait très peu à l'époque, d'où sa démarche par rapport à l'économie.

Même si ses engagements sont nombreux et variés, le développement économique du Pays Basque et le coopérativisme semblent être ses priorités, voire sa passion ...

Sa passion, c'était le Pays Basque qu'on lui avait caché, comme à nous tous, dans les livres scolaires ou le récit de la rue. Le développement économique permettrait de créer des emplois et garder la jeunesse, notre richesse, au Pays. Il avait connu son petit exil à Paris et connu Euskal Etxea, comme beaucoup de Basques du Nord et du Sud dans le même cas.

Beaucoup de ceux-là rêvaient de revenir au Pays Basque.

Le coopérativisme, il l'a découvert à Mondragon, initié par un professeur du Sud au collège d'Hasparren : Edur Arregi lui-même natif d'Arrasate. N'ayant pas de capitaux pour créer l'entreprise, la mise en commun de l'apport d'argent, du travail, de la direction permettait de mettre debout une activité industrielle ; Ce qu'avait réalisé le père José Maria Arizmendiarréta, en 1956 à Mondragon.

En même temps que lui, son ami Patxi Noblia mettait en place Sokoa, à Hendaye, une société à capital populaire partagée entre actionnaires et salariés avec une direction non collégiale, comme dans une Scoop. Sokoa est aujourd'hui leader en France des sièges de bureau.

Ramuntxo était pour le coopérativisme, sans que ce ne soit jamais une idéologie pour lui. Il avait connu dans le monde agricole, ce partage entre voisins, entre agriculteurs (auzo lana). Il a essayé de partager cet exemple de mise



Ramuntxo Camblong, IBBko buru zelarik, Josu Jon Imaz, EBBko buruarekin, Hazparnen, 2007an, Alderdiaren pestan

en place de coopérative ouvrière, en devenant durant plusieurs années, le président de l'union des scoops d'Aquitaine ; Mais la vie d'une coopérative demande beaucoup de partage dans l'humain, comme dans le matériel, c'est une expérience pas toujours aisée. Bien qu'il y ait eu quelques coopératives importantes parmi lesquelles Copelec, Coreba, Denek, Alki etc, il n'y a pas eu essaimage comme il aurait aimé.

Quelle était sa relation avec les militants d'ETA que les membres d'Enbata côtoyaient ? Quelle était

son analyse de la violence exercée par ETA ? A-t-elle évolué dans le temps ?

Sous Franco, comme tous les militants en Iparralde, Ramuntxo a aidé et soutenu le combat contre cette dictature et la reconnaissance d'Euskadi. Il connaissait très bien Txomin Iturbe ou Juan Jose Etxabe. Comme beaucoup, et il les côtoyait régulièrement à l'ikastola, sur la côte basque ou ailleurs. Il a même hébergé à cette époque près d'un an, comme beaucoup, un réfugié chez lui.

La fracture s'est faite en deux temps.

- Elle a commencé lors du 1^{er} assassinat d'un civil par ETA en 1977. Ramuntxo ayant son épouse de Donosti, il y allait souvent et voyait la scission profonde que ces assassinats provoquaient dans les familles basques. Situations fratricides qui rongeaient la société basque pour longtemps, tellement les plaies étaient profondes de part et d'autre. Il mesurait les dégâts que ces assassinats de part et d'autre avaient comme effet négatif, dans tous les domaines : culturels, économiques, politiques : une société qui se divisait en deux clans, dans les milieux abertzale.

- La deuxième phase fut la transition démocratique (1978-1980) avec le statut de Gernika et la mise en place du pouvoir basque incontestable. Ce fut pour Ramuntxo, un élément déterminant pour favoriser dorénavant et définitivement la voie démocratique.

Nous avons eu la chance d'être reçus assez rapidement par Carlos Garraikoetxea à Ajuria Enea en 1980 ou 1981 et par Juan Jose Pujana, 1^{er} président du Parlement basque : Legebiltzara. Nous découvrons la

réalité de la récupération des fueros et d'un statut d'autonomie réel.

Dorénavant le bulletin de vote devait remplacer toutes luttes violentes dont celle d'ETA. Du reste, quelques membres d'ETA en 1978 qui avaient fait le choix de l'amnistie, ont pu ainsi vivre libres et dès lors apporter beaucoup au Pays Basque.

Bien sûr, côtoyer nos anciens amis politiques, soutenant toujours la lutte armée ne fut pas facile pour Ramuntxo, car il avait horreur des conflits et tout particulièrement « en famille ». Ceci n'affecta cependant pas les actions concernant le travail d'abertzalismo au Pays Basque nord tel que pour l'institut culturel, le conseil de développement ou autre où Ramuntxo s'est retrouvé désigné souvent comme le porte-parole de cette sensibilité en prenant les Présidences de ces nouvelles structures.

Il s'impliqua à fond dans la démarche de Pays Basque 2010 et du Conseil de Développement, dont il fut le premier président. Il avoua un jour qu'une de ses motivations était la territorialité



2005^{an} Saran, Ramuntxo Camblong, Jose Mari Muñoz, Eusko Jauraritzaren kanpo harremanetarako arduradunarekin.

du Pays Basque nord. Enfin, le Pays Basque ne se résumerait pas au monde rural et inclurait également les grandes villes du BAB. Quelles furent ses autres motivations ?

La territorialité du Pays Basque Nord était le motif principal de son engagement depuis le début d'Enbata : il fallait un cadre institutionnel légal à ce territoire pour se développer, d'où toutes les phases de combats pour le Département du Pays Basque, appel de 1981, association des maires en sa faveur etc.

Mais il fallait que la société civile puisse se rassembler, émettre ses besoins et ses desideratas pour ensuite les défendre devant le monde politique. D'où, pour le monde culturel basque, la mise en place de l'institut culturel basque ;



Ramuntxo Camblong, Josu Jon Imaz eta Jose Angel Agirrebengoa, Napar Buru Batzarren buruarekin, prentsaurrekoan, 2006ko Urtarrilan, Baxe Nafarroa zeharkatzeko autopistaren gaiari buruz

idem pour le développement économique, le Conseil de développement du Pays Basque et le Conseil des élus. Essayer de faire travailler et avancer la société civile et les élus ensemble ou du moins en s'écoulant jusqu'à former un large consensus et aboutir un jour à la mise en place d'une institution basque s'intégrant dans le carcan français. C'est la CAPB qui en est sortie en 2017.

Ramuntxo, a été choisi très souvent par ses amis abertzale comme représentant de cette sensibilité et est ainsi devenu 1er président de l'Institut culturel, puis 1er président du Conseil de développement car c'était le mieux accepté par les responsables élus : considéré comme plus « rond », « plus souple » Ramuntxo était un homme du compromis capable

de négocier sur tout pourvu qu'on avance un peu, mais sans jamais renoncer à l'essentiel c'est à dire ce à quoi il croyait et où il voulait aboutir : une reconnaissance du Pays Nord au travers d'une institution, dotée de pouvoirs conséquents, pouvant répondre à la volonté des habitants de ce territoire, en lien avec le restant des autres provinces Basques et le tout dans une Europe fédérale qui reconnaissait les Régions d'Europe. Quant à l'avenir, il rappelait les mots d'Ibarretxe : « nous irons jusque-là où le peuple basque voudra et décidera ».

Il pensait que cela ne pouvait s'obtenir qu'entre tous et grâce à l'action de tous ; d'où le dicton africain qu'il faisait sien : « seul, on va plus vite, ensemble on va plus loin ».

Le collectif Izan, la participation à Ager, ses engagements à EA et à EAJ-PNB montrent une constance : celle d'un abertzalisme institutionnel. Pourquoi ?

Dès 1980, le Pays Basque Sud, tant au niveau de la CAV (Communauté Automne basque) que celle de Navarre, lui démontrait qu'il fallait un pouvoir institutionnel fort avec des moyens financiers conséquents pour mettre en place et maintenir une action culturelle, économique et de bien être sociétal enrichissant pour assurer le bien vivre ensemble des citoyens basques. Durant son mandat de président (2004-2008) de l'Ipar Buru Batzar, il assistait tous les lundis, à Bilbao à l'EBB (Euskadi Buru Batzar) organe majeur d'EAJ-PNB parti au pouvoir depuis 1980. Là, il participait, sous l'autorité de Inigo Urkullu président d'EAJ-PNB et Juan Jose Ibarretxe lehendakari, aux décisions majeures intéressants la CAV. C'était la preuve réelle et vécue, de ce qu'un gouvernement autonome, bien géré, pouvait apporter à un territoire et à ses habitants tant au niveau culturel, économique que social.

– Les principaux engagements de Ramuntxo Camblong

1963-1974 : membre du comité directeur d'Enbata

1975-1998 : création et présidence de la coopérative Copelec, fondateur de Copelectronic et SIG Image

1969 : cofondateur de Seaska

1974 : création de l'association Partzuer (Participer en basque), pour promouvoir les entreprises coopératives sur le modèle des coopératives de Mondragon

1977 : cofondateur de la maison d'édition Elkar

1979 : cofondateur du journal Ager, proche d'EAJ-PNB

1980 : cofondateur de Herrikoa (société de capital-risque)

1984-1988 : président du Centre culturel du Pays Basque

1986-1994 : membre d'Eusko Alkartasuna

1986-1996 : Président de l'Union régionale des SCOP d'Aquitaine et membre du Comité économique et social d'Aquitaine

1990-1994 : président de l'Institut Culturel basque

1994-1998 : président du Conseil de développement du Pays basque

1997 : adhésion à EAJ-PNB

2001-2008 : élu municipal d'Anglet et délégué à l'agglomération Côte Basque-Adour

2001 : membre d'Udalbide-Udalbiltza

2004-2008 : président de l'IBB, la direction en Pays Basque nord d'EAJ-PNB



Ramuntxo-ren ehorzketa Luhusoko elizan

Il a été en tant qu'élu municipal (2001-2008) à Anglet, membre délégué à Udalbide-Udabiltza (union des communes de la CAV). Il a pu là aussi mesurer, par toutes les aides financières que des communes et institutions du Sud ont pu apporter en aide à notre territoire (Seaska, Irratiak, EHLG, Herria, etc) l'intérêt d'une institution officielle dirigée par des abertzale.

Il fut président d'EAJ-PNB, de 2004 à 2008. Il semblait pleinement en phase avec les valeurs de notre mouvement ...

Philosophiquement et politiquement, Ramuntxo était un démocrate-chré-

tien profondément européen, dans la lignée des Jean Errecart, Michel Labéguerie ou Etcheverry Ainchart, mais avec une dimension abertzale bien affirmée.

D'abord à Ager, juste quelques années à EA, puis à EAJ-PNB quand celui-ci en 1997 s'est implanté en Iparralde, Ramuntxo collait parfaitement à la philosophie politique d' EAJ-PNB : abertzale, démocrate, humaniste et fédéraliste européen.

Travail collectif par les alderdikide en herri-biltzar, remonté en biltzar régional pour aboutir au National, cette transversalité dans la discussion et prise de position lui convenait : il retrouvait

ce partage qu'il avait connu dans le monde coopératif.

Au Pays Basque Sud, il était très admiratif des bonnes gestions des membres de l'alderdi au niveau des communes, des députations ou du gouvernement Basque. Il en rêvait bien sûr pour Iparralde.

En conclusion je dirais que Ramuntxo a été un leader, visionnaire, s'intéressant à toutes les facettes de la société basque : culture, économie, social, sport, jeunesse etc, rassemblant autour de lui et menant les projets au nom de tous. S'il a été souvent président c'est qu'il avait les qualités adéquates mais aussi et surtout parce que durant toute sa vie, il a eu des militants et amis quel que soit le domaine, qui l'ont choisi, aidé, et soutenu. Moi-même, plus jeune de 8ans, depuis Itxassou en 1963, il m'a initié et amené dans tous ses engagements : culturel, économique, ou politique. Il a été un excellent guide, en plus d'un grand frère.

Que de cordes à son arc !

Il était cet homme que l'on avait plaisir à rencontrer. Aimable, ouvert, léger sourire aux lèvres, volontiers bavard mais sans trop. Ramuntxo Camblong s'est donc éteint à l'âge de 82 ans, après deux ans de maladie, au terme d'une vie active, très active en fait, dédiée à sa famille, à sa patrie basque pour laquelle il nourrissait de grandes ambitions et aux multiples responsabilités qu'il parvint à exercer durant plusieurs décennies. Une vie dédiée à sa culture d'origine, et à la culture en général, forte d'un espace dévolu à la politique basque dont il était grand connaisseur, et surtout, un acteur. Un homme engagé au sein du Parti nationaliste basque.

Ramuntxo avait bien des cordes à son arc, d'abord une curiosité qui l'incitait à de multiples expériences, une solide formation d'ingénieur et des objectifs non pas foncièrement personnels, mais plutôt largement dédiés au pays qui l'avait vu naître dans un petit village du Labourd, Macaye. Alors qu'un Conseil de développement venait de voir le jour

en 1994 (il en fut le premier président jusqu'en 1997), afin de « fédérer » les idées et les projets en lien avec les élus du territoire, garants de la « gouvernance politique », une question lui fut posée.

« Pourquoi vous êtes-vous impliqué dans cette aventure ? » Il répondit : « Parce qu'il fallait innover, inventer ! La première année, nous avons travaillé sans filet, mais le schéma que nous avons élaboré s'est avéré fondateur. Tout y était ! » L'expérience lui prit un temps fou, mais elle allait s'avérer concluante. Car ce Conseil, doublé d'un Conseil des élus allait devenir l'un des prémices de la future Agglomération Pays Basque créée en 2017. Soit, plus de 20 ans après. Son regard et ses pas le portaient bien sûr au-delà de la Bidassoa, en particulier jusqu'aux rives du Nervion à Bilbao, capitale économique et politique d'Euskadi, à laquelle ses amis biscayens avaient insufflé une énergie vitale qu'il voulait contagieuse.

Enseignement immersif : tout ça pour ça !



70 ans après la loi Deixonne et l'inscription des langues dites régionales dans la Constitution, en 2008, une nouvelle loi est adoptée, le 08 Avril 2021. Moment intense d'émotion. Cette loi dite Molac, du nom de son promoteur, le député breton Paul Molac, ciblait quelques sujets concrets, sur le financement public, les signes diacritiques et surtout, la reconnaissance de l'enseignement immersif, par son intégration au Code de l'Éducation.

– Loi Molac : un pas en avant, deux pas en arrière

La montée en température aura été de courte durée. Un mois plus tard, dans la lignée de sa position dogmatique, le Conseil Constitutionnel se montra inflexible. Ce Conseil a le pouvoir fondamental de dire ce qui est constitutionnel de ce qui ne l'est pas. Le 21 Mai, il prétend que l'enseignement immersif est contraire à la Constitution et à son article 2 couperet : « la langue de la République est le français ». Les langues dites régionales étaient reconnues par la loi Molac comme des « langues d'enseignement et de communication », au sein de l'enseignement immersif. Le Conseil Constitutionnel vit rouge et mit dans l'insécurité les écoles immersives expérimentales publiques, mais aussi, les écoles immersives privées, portées en Pays Basque, par les ikastolas et Seaska. 8 jours plus tard, le samedi 29 mai, des manifestations de protestation furent organisées dans les territoires concernés. Le Pays Basque nord et la Bretagne furent à la pointe de ces protestations, avec plus de 10 000 manifestants dénombrés, à Bayonne et à Guingamp.

Le Gouvernement créa le problème. La saisine du Conseil Constitutionnel fut en effet directement pilotée par les services de M. Blanquer,

ministre de l'Education Nationale. Il était désormais contraint de trouver une solution. Le premier ministre Jean Castex, catalanophone pris le relais et endossa le bon rôle du sauveur. Il annonça une mission de réflexion censée résoudre le problème.

– L'immersif, une modalité de l'enseignement bilingue !

La circulaire du 14 Décembre est le fruit de ce travail. Au final, un tour de passe-passe juridique a été imaginé pour résoudre ce problème politique. L'enseignement immersif ne peut plus être la troisième modalité d'enseignement en langues régionales, inscrite dans le Code de l'Education, aux côtés des enseignements optionnel et bilingue. Le Conseil Constitutionnel a en effet enterré cette possibilité, intégrée dans la loi Molac. Pour éviter cet écueil, la circulaire transforme l'enseignement immersif en une modalité de l'enseignement bilingue. Elle souligne que : « *l'immersion est une stratégie possible d'apprentissage de l'enseignement bilingue* ». L'objectif est le suivant : « *l'enseignement de la langue régionale dispensé sous la forme bilingue français-langue régionale contribue au développement des capacités intellectuelles, linguistiques et culturelles des élèves sans préjudice*

de l'objectif final d'une bonne maîtrise de chacune des deux langues étudiées ».

Sortant de la haine ou du mépris des hautes instances étatiques, envers les langues dites régionales, le Conseil Constitutionnel aurait pu interpréter l'article 2 de la Constitution, à l'aune de la maîtrise du français, assuré par l'enseignement immersif. Les rapports d'évaluation accèdent à ce fait établi. Cela aurait évité ce psychodrame. Malheureusement, la logique d'exclusion des langues dites régionales de l'espace public, est encore dominante chez « Les Sages ».

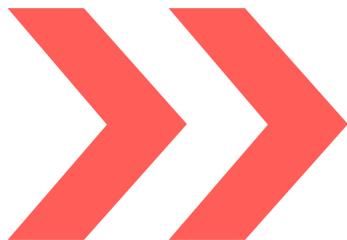
– Changer la Constitution devient indispensable

Dans l'immédiat, l'essentiel est sauf. Après avoir avancé d'un pas, avec la loi Molac, nous avons reculé de deux pas avec la décision du Conseil Constitutionnel. Sommes-nous revenus au même point, avec ce nouveau texte ? Malheureusement non. Certes, il permet aux ikastolas et aux classes immersives publiques expérimentales de poursuivre leurs activités. En espérant que cette nouvelle interprétation de l'immersif n'entraîne pas d'effets restrictifs, en matière de langue de communication, par exemple.

Néanmoins, le cadre légal lui a bien changé. L'immersif stricto sensu est hors la loi. Il suffit d'un changement de circulaire défavorable, pour paralyser ces enseignements, voire une nouvelle décision du Conseil Constitutionnel contraire à la circulaire.

Cette séquence a montré l'efficacité de la mobilisation et la force des parlementaires pro-langues régionales, pour retourner un gouvernement et une élite de l'Education Nationale, déconcertée par l'adoption de la loi Molac. Ce rapport de forces devra être maintenu voire accru lors des prochaines législatures.

EAJ-PNB s'est prononcé pour une réforme de la Constitution, au lendemain de la décision du Conseil Constitutionnel. Seule une nouvelle norme au plus haut niveau légal peut effacer et dépasser une décision de ce Conseil. Elle sera indispensable pour sécuriser l'avenir de l'euskara et des autres langues territoriales. Cette réforme devra être explicite pour éviter toute interprétation restrictive du Conseil Constitutionnel. L'idéal serait une réforme de l'article 2, à l'origine du problème actuel. Aurons-nous une représentation politique suffisamment forte pour modifier un article pilier du Texte fondamental de la République française ? A défaut, faudra-t-il une modification de l'article 75, sur la base de son premier article : « *Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France* » ? Dans ce second cas, comment éviter la prévalence de l'article 2 concurrent sur l'article 75 modifié ? Le débat juridique est ouvert.



– Un changement d'orientation indispensable

Par ailleurs, cette circulaire n'a pas réglé une autre question préoccupante. Suite aux différentes réformes du lycée, l'euskara comme les autres langues minorisées sont désormais dévalorisées au lycée et à l'épreuve du baccalauréat, avec des effets sur la baisse des effectifs de lycéens inscrits dans la filière bilingue.

En cette veille d'élections présidentielles, souhaitons que le prochain gouvernement et en particulier, le prochain ministre de l'Education soient plus ouverts sur cette thématique. Nous devons mettre fin à une période de régression, qu'une circulaire n'aura pas modifiée.

 Beñat Oteiza



Andoni Ortuzar, EAJren aberri presidentea eta Maria Eugenia Arrizabalaga, EBBren burukidea, Baionako karriketan, euskararen alde, 2021eko Maiatzaren 29an



Tout va bien. Après la COP26, un pic de chaleur hivernal et les soldes !

Quelques semaines après la clôture de la COP26 à Glasgow, les gouvernements ont repris les mêmes recettes : si les voitures ne doivent plus être carbonées, elles seront électriques ou hybrides, c'est la modernité. L'industrie ira bien, le monde ira bien. Et dans un revers ironique, après la COP26, nous avons vécu des records de températures entre Noël et le jour de l'an. Et en janvier, ce sont les soldes d'hiver ! Chacun pourra assouvir sa fièvre consumériste pour que tout aille bien et surtout pour que rien ne change.

Glasgow n'aura pas permis de parler de l'essentiel : ce que nous sommes prêts à faire pour nous préserver des soubresauts climatiques et de leurs conséquences. Les vraies questions sur le modèle économique suicidaire après lequel nous courrons aveuglément n'a pas été débattu. Surtout, à Glasgow, une fois de plus, les Etats ont failli. Ils ont montré leurs limites en s'arc-boutant sur un modèle diplomatique obsolète au lieu de nous préparer à un monde plus sobre. C'est cet inconscience face à la crise environnementale que le film Don't Look Up a très bien restitué. A Glasgow, les Etats n'ont pas agi. Ils ont ménagé l'industrie. Ils n'ont pas remis en question la course effrénée à une surproduction écologiquement irresponsable. Ils n'ont pas poussé à innover vers des technologies de rupture.

— La surproduction de biens de consommation courante, écologiquement criminelle

Il faut pourtant adopter de nouveaux modèles. La surproduction de biens de consommation courante est devenue écologiquement criminelle. D'après le rapport du GIEC de juin 2021, notre capacité de contrôle du réchauffement climatique est chimérique. Seul un changement de paradigme, une révolution de nos valeurs pourrait retarder la catastrophe. En 2007, le GIEC estimait que les responsabilités du réchauffement se divisaient essentiellement entre le secteur énergétique, l'industrie, l'agriculture, les transports et les bâtiments résidentiels et commerciaux. Les industries lourdes (métallurgie, sidérurgie, pétrochimie), fortes consom-

matrices de pétrole, de gaz et de charbon, ainsi que les industries pétrolières, sont définitivement les principales émettrices de gaz à effet de serre. Un rapport de Carbon Disclosure Project de 2017 montrait que 100 entreprises étaient responsables de 71 % des émissions locales de gaz à effet de serre. Parmi les plus gros émetteurs, on retrouve la Chine, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Russie, mais aussi des entreprises privées comme Gazprom, leader d'exportations de gaz dans le monde, Suncor, ExxonMobil, Total ou encore Shell. Et à Glasgow, ni la Chine, ni la Russie n'ont pris part au débat. Aucun de ces secteurs d'activité, producteurs de rentes, de concentration des pouvoirs et promoteurs d'inégalités n'a été remis en question.

— Il faut remettre en question les paradigmes de l'industrie de consommation

A Glasgow, une trentaine d'Etats et une dizaine de constructeurs automobiles ont déclaré « s'efforcer », d'ici 2040, à ce que toutes les voitures neuves vendues soient zéro émission. Le problème n'est-il pas que la planète est déjà saturée de véhicules ? La production de nouvelles voitures, hybrides ou électriques, est-elle une solution dans nos villes saturées par les automobiles ? Encore une fois, le problème est mal posé. On pourra ensuite déclarer tout faire pour limiter la déforestation, diminuer les émissions de méthane,

imaginer la fin du charbon d'ici une vingtaine d'années... Les énergies renouvelables ne sont pas non plus l'alternative aux énergies fossiles si c'est pour continuer à surconsommer et épuiser l'ensemble des ressources vitales de la planète. Contrairement à ce que défendent les grands Etats producteurs d'énergies, la solution n'est pas dans la construction de grandes centrales solaires interconnectées entre réseaux électriques. Green Grids, la coalition en faveur des énergies propres, lancée à Glasgow et qui est soutenue par des Etats, des industriels, des organisations internationales, des scientifiques et des regroupements de citoyens... ne répond qu'à un paradigme ancien, en partie obsolète. Il faut plutôt encourager l'autonomie énergétique en mettant en place des centrales énergétiques de plus petites dimensions (solaires, hydro-électriques...) moins nuisibles à l'environnement, en développant des solutions de proximité, grâce aux contributions des institutions locales. De même, l'agriculture intensive doit être laissée de côté au profit d'une politique agricole plus durable et moins polluante s'appuyant sur la diversité des terres. Une grande partie du réchauffement climatique est liée à la centralisation des systèmes décisionnaires et productifs. Ce que nous montre Glasgow, c'est que les Etats et le monde industriel sont engoncés dans leurs réflexes régaliens et égoïstes. Ils ne sont pas capables de faire, de décider avec les autres. Glasgow montre l'épuisement des décisions verticales. Les solutions ne peuvent venir que des aspirations locales car



Mundu kutxatua, noiz arte ?

elles sont les plus à même de faire les arbitrages utiles pour les territoires et, in fine, pour la planète tout entière. A Glasgow, on n'en a pas parlé.

Entre Noël dernier et le jour de l'An, le Pays Basque et la France tout entière ont connu l'hiver le plus doux jamais enregistré. Au Pays Basque, la douceur et le ciel bleu ont ravi les gens. Et mi-janvier, ce sont les soldes d'hiver où des tonnes de produits seront transportés, achetés, oubliés puis jetés sans que cela ne serve à grand-chose. Pendant ce temps, la fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé depuis le début de la pandémie, tandis que les revenus de 99% de l'humanité se sont évaporés. La déconnexion entre l'économie réelle et une forme d'économie financière n'a fait que s'accroître à la faveur de la crise sanitaire. Tout va bien.



Communauté Pays Basque : redonner le pouvoir aux élus !



La manière dont fonctionne la jeune Communauté Pays Basque est l'objet de critiques. Un débat interne a été lancé en 2021 sur cette question. Les élus jeltzale et EAJ-PNB se sont emparés de ce sujet fondamental, pour l'avenir de l'Agglo. puisque se joue la légitimation de cette institution auprès des élus et des citoyens. La Communauté Pays Basque devra cesser de fonctionner « à la française » : centralisation et concentration des pouvoirs aux mains de certains élus et d'une haute administration bureaucratique, avec pour résultat, des lourdeurs excessives, des dérapages clientélistes au détriment d'une vision et de projets prioritaires pour le Pays Basque. EAJ-PNB prône une autre gouvernance de type « fédéraliste basque ».

– Principes d'EAJ-PNB, appliqués à ce débat

-abertzale : la Communauté Pays Basque permet une première reconnaissance institutionnelle du Pays Basque nord. Notre but est de renforcer cette institution, en renforçant sa légitimité auprès des élus locaux et des citoyens du territoire

-démocrate : thèmes clés : les processus de décisions, la place des élus représentants du peuple, l'esprit de responsabilité : transparence et efficience dans la gestion d'institutions gouvernées pour les citoyens.

-fédéraliste : le principe de subsidiarité : faire au plus près les politiques les plus efficaces.

Cela renvoie à la question des pouvoirs infra-Pays Basque et leur articulation au pouvoir central

– Constats

1 - Des freins à la gouvernance

Compte tenu de son jeune parcours, la Communauté Pays Basque doit compter avec des freins à son action :

-sur-représentation des anciennes administrations intercommunales de l'ACBA,

-coexistence d'un territoire désormais indiscutable – le Pays Basque nord des 158 communes –, et quelques périmètres à géométrie variable hérités des anciennes intercos (SCOT, Syndicat mixte des mobilités, ...),

-modèle institutionnel complexe par nature : intercommunalité et taille XXL que le « pacte de gouvernance » n'a pas contribué à rationaliser : un exécutif politique collégial qui n'est ni vraiment participatif, ni vraiment coopératif, une croissance rapide de la structure qui suit

l'accumulation des compétences plus qu'elle ne l'accompagne, une difficulté des 232 élus à « penser collectif » et à « penser à l'échelle du territoire basque dans son ensemble » compte tenu du mode de représentation, une administration territoriale de qualité qui souffre pourtant d'une absence de proximité et d'un défaut de transversalité, une organisation par « directions centrales » qui n'a pas démontré sa pertinence et son efficacité.

2 - Une Organisation centrale à améliorer et la nécessité d'un meilleur équilibre des pouvoirs

– Une gouvernance trop centralisée

Au niveau politique : complexité inutile des prises de décisions

– sur un sujet, deux ou plusieurs responsables : vice-président/délégués : obligation d'un arbitrage supérieur : perte de temps, ralentissement de la décision, donc efficacité réduite, éloignement du terrain.

Au niveau administratif : manque d'une logique d'efficacité et de résultat



Elkargoaren Kontseilua, eztabaidatzeko gune ez egokia

– Chaque direction isolée les unes des autres, avec des organisations territoriales spécifiques à chacune, alors que nombre de thèmes sont transversaux. Logique de silos et non de transversalité entre administrations.

– Pas de culture d'évaluation : manque d'objectifs indicateurs, de benchmarking (analyse comparative avec d'autres institutions, pour s'en inspirer), pas de recul sur les 1ères années : manque d'audits

– déficit de délégation, contraire aux logiques de management moderne qui se caractérisent normalement par une large autonomie des agents, un traitement

différencié en fonction des territoires.

3 - Des processus de projets et de décision à améliorer : redonner du pouvoir aux décideurs politiques

_Retrouver des espaces de débat entre élus : des organes délibératifs qui n'assurent pas leur fonction. Les « marathons » du Conseil Communautaire : nombre trop important de délégués et de sujets pour véritablement débattre : il est devenu une caisse de résonance médiatique. Le Conseil permanent est une caisse d'enregistrement. Manque de lieux de maturation des projets. Le Conseil exécutif : instance de débat potentiel insuffisamment exploitée

_Un lien aux territoires à améliorer :

des territoires ruraux et urbains à appréhender différemment : l'actuelle administration est issue du squelette de l'ancienne ACBA. Elle a gardé la fluidité dans les liens avec les services des grandes villes. Les territoires ruraux sont en manque d'une telle ingénierie : nécessité de les accompagner techniquement dans l'émergence et la

Alain Dubois : « aujourd'hui, il faut une réponse rapide »

Le maire jeltzale de Macaye insiste sur la nécessaire réactivité. Il donne l'exemple d'une zone d'activités créée dans la commune qui était normalement du ressort de la Communauté Pays Basque. Des artisans locaux en avaient besoin rapidement pour développer leur activité. « 7 artisans sont établis sur une zone de 5000 m², avec 50 salariés ».

Fais-tu partie des élu/es qui réclament davantage de proximité ?

Oui, plus que jamais. C'est là que l'on réalise le meilleur travail. Cela nous est demandé, en tant que maire. Nous sommes appelés pour le moindre problème, le moindre renseignement. Il faut le service de proximité. Aujourd'hui, il faut une réponse rapide.

As-tu des exemples d'actions que vous mèneriez plus efficacement ici ?

C'est récent. Avant-hier, nous avions une réunion du pôle. Suite aux intempéries subies par le Pays Basque, fin 2021 et en début d'année, nous constatons qu'il y a un manque d'entretien des cours d'eau. Nous le voyons en Pays Basque intérieur. Les ruisseaux sont remplis d'embâcles. Lorsque la Communauté de communes Hazparneko lurraldea existait, nous avions un programme annuel que nous votions à 50 000€, pour entretenir ces cours d'eau. ...



Qu'est-ce qui devrait rester au niveau central ?

Je reste favorable à la Communauté d'Agglomération du Pays Basque. Mais il y a des améliorations à apporter. Surtout au niveau de la proximité et de la réactivité. Aujourd'hui, c'est ce qui manque. Une fois de plus, c'est une administration qui est centralisée, qui est trop

lourde. On retrouve cela dans le département. Par contre, la politique générale du Pays Basque est l'affaire de l'Agglo...

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur : www.eaj-pnb.eus et notre canal Youtube EAJ-PNB, lundi 28 Février 2022.

fabrication de projets.

– Propositions

1 – Nécéssité pour les élus d’avoir une vision claire : memento par documents stratégiques et par politique

– 21 politiques publiques en 3 catégories :

– 7 politiques socles : réussir le changement d’échelle par l’harmonisation et la mise en synergie. Ex : urbanisme et aménagement de l’espace, développement économique, gestion intégrée du cycle de l’eau, Prévention, collecte et valorisation des déchets

– 9 politiques volontaristes : différenciation territoriale pour répondre aux nouvelles attentes : Ex : agriculture, tourisme, politique linguistique, enseignement supérieur, ...

– 5 politiques de développement des territoires : valoriser la diversité des territoires. Ex : Ingénierie aux territoires, développement urbain et rural, montagne, littoral.

– Memento en 2 parties :

– Vision et cohérence d’ensemble : résumé des grands documents stratégiques et transversaux pour une vision globale et une cohérence d’ensemble : Schéma de développement économique, PLH, PCAET, PDU, réflexions SCOT, PLUis nouveaux périmètres



Jean René Etchegaray, euskal elkargoaren burua

– documents sectoriels pour connaître de façon synthétique chaque politique : principaux enjeux, compétences juridiques et documents stratégiques de planification, relation aux partenaires, modèles économiques (dépenses-recettes), liens entre politiques publiques et leur contribution aux deux ambitions stratégiques de cohésion et transitions.

2 – Décentraliser pour démocratiser et redonner le pouvoir aux élus : les commissions territoriales au cœur de la décision

Le Conseil Communautaire n’a pas un format adapté au débat démocratique (longueur des ordres du jours, quantité de documents à « ingurgiter », taille de l’assemblée communautaire). Celui des Commissions Territoriales l’est beaucoup plus pour « mûrir » les délibérations : taille plus modeste et meilleure configuration.

Renforcement des Commissions Territoriales : véritable lieu de débat. En amont de chaque Conseil Communautaire, dé-

bat sur tous les points à l’ordre du jour, au sein des Commissions territoriales. Le référent de pôle deviendrait un « vice-président » délégué du Président.

Organisation qui permettrait une réappropriation par les élus du territoire et les communes, des politiques publiques et de l’organisation communautaire.

3 – Pour une administration décentralisée, en fonction des territoires du Pays Basque

– Des directions stratégiques et expertes, au service des territoires

La quasi-totalité des questions opérationnelles seront délégués aux pôles.

Directions stratégiques : construction sur le long terme de la stratégie communautaire et des politiques publiques

Directions expertes : évaluation, audit interne, gestion des ressources, relations avec les entités externes : organismes satellites et des collectivités publiques, ingénierie aux pôles, partage d’expérience.

Leur nombre et leur redécoupage à revoir éventuellement, en le couplant à une révision politique du nombre et du champ de compétences des vices-présidences. Localisation géographique décentralisée.

Directeur Général des Services : « premier ministre non politique », avec une fonction relais : Directions centrales et territoriales, élus et services, garant du rendu équitable des missions dévolues à la CAPB sur les territoires.

– Opérationnalité des pôles

La déclinaison quotidienne, sur le terrain, des politiques publiques devrait être intégralement dévolue aux pôles territoriaux.

Simplification de 10 à 4 sous-directions : Soule, Basse Navarre, Labourd intérieur et Labourd littoral, sur la base des périmètres des nouveaux PLUis.

Les responsables de pôles : de véritables DGS bis, avec pouvoir hiérarchique sur l’ensemble des directions « métiers » du pôle. Son supérieur politique : référent de pôle et supérieur administratif : DGS

Promotion de la polyvalence des agents, pour favoriser l’adaptation aux réalités du terrain.



—Peio Etxeleku : « une technostructure côtière au détriment du Pays Basque intérieur »

Le président régional d'EAJ-PNB, élu kanboar est également référent du pôle Errobi. Il siège à ce titre, au sein du Conseil Exécutif de la Communauté Pays Basque. Il est donc au cœur de la « machine agglo ». Il porte un double regard expert d'entrepreneur et de responsables politiques, soucieux des deniers publics et du fonctionnement optimal d'une organisation.

Il souligne que « la prise en main par la technostructure au détriment d'une véritable démocratie de proximité a fait que la CAPB s'est éloignée des réalités, notamment du Pays Basque intérieur. Seuls les projets de la côte basque qui étaient déjà en marche sur des rouages bien huilés entre les administrations des grandes communes de la côte et leurs homologues de l'ancienne ACBA qu'ils connaissaient très bien ont avancé sur leur marche normale ».

Le Pays Basque intérieur est bien moins loti. « Pour citer un exemple parmi tant d'autres, je suis entrepreneur à Hélette. J'ai vu fleurir en face de mon terrain, un autre terrain qui s'est aménagé juste avant la création de l'Agglo., des accords avaient été préétablis avec les preneurs de ces terrains-là... 5 ans plus tard, aucun coup de pioche n'a encore été donné. Aucune entreprise n'a pu s'installer. 5 ans de perdu en temps

économique, c'est énorme. C'est autant d'emplois qui n'ont pas été créés. C'est autant d'opportunités de développement qui n'ont pas été accordés à nos entreprises ».

70% des investissements sur la frange littorale !

Il enchaîne : « 70% des investissements minimum qui ont été réalisés les 5 premières années par la Communauté Pays Basque l'ont été sur la frange littorale. Soit un taux par habitant, bien au-dessus de la moyenne de la Communauté Pays Basque. Ce qui engendre par les effets d'entraînement de ces investissements, l'accroissement d'un déséquilibre déjà pré-existant ».

Par contraste avec les administrations actuelles, centralisées et sans lien entre elles, il précise que : « l'opérationnalité quotidienne serait totalement dévolue aux responsables



de pôles qui seraient de véritables Directeur Général des Services bis de leur territoire, en charge de mettre en œuvre au quotidien les politiques publiques et d'assurer l'agilité et la proximité qu'attendent les habitants et les communes de ce territoire. De façon à ce qu'un agent qui affecté à telle politique publique puisse l'être le lendemain, sur telle autre, en fonction des urgences et des priorités ». Il faut « promouvoir cette polyvalence et cette volonté des agents à apprendre et à se spécialiser ».

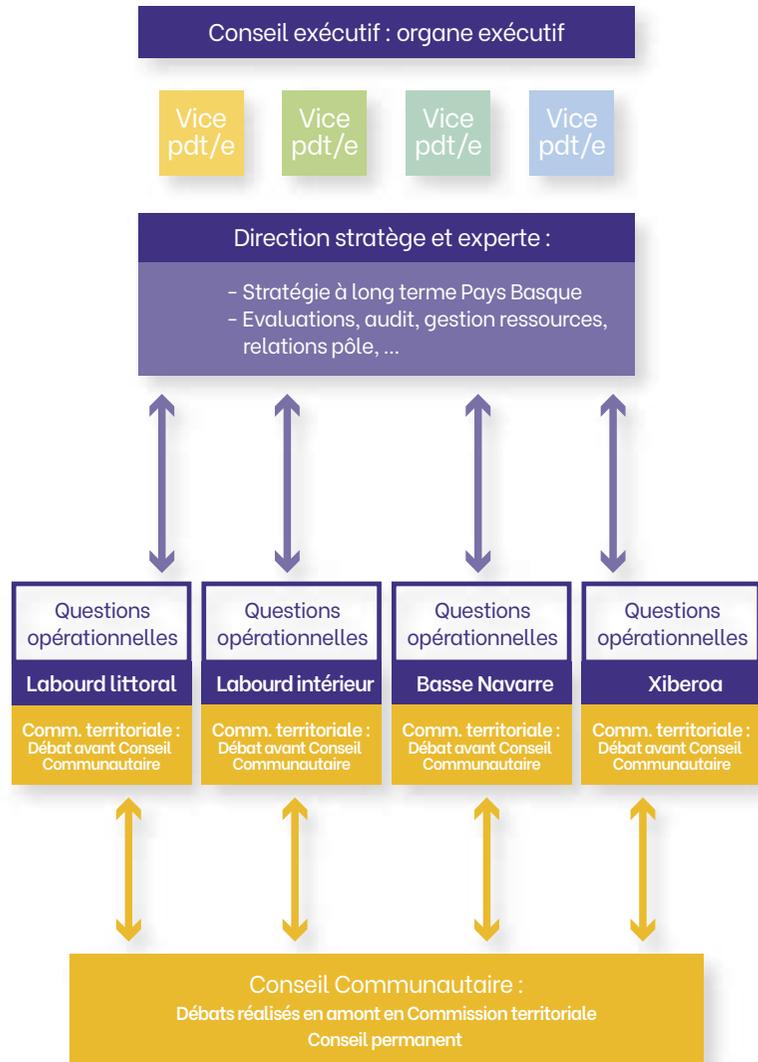
« Le pôle territorial est très autonome dans sa gestion au quotidien »

lorsqu'il y a des urgences d'inondation, non seulement les équipes d'eau et assainissement sont mobilisées, mais peut-être

également les équipes déchet. Que les « équipes culture » puissent aussi travailler sur des questions de petite enfance, pour apporter des éléments culturels, par exemple. L'idée générale est que le pôle territorial soit très autonome dans sa gestion au quotidien. Il devra être évalué. A ce titre, je déplore qu'il n'y ait pas, non plus, de culture d'évaluation au sein de cette communauté... Il faut enfin accepter des traitements différenciés et adaptés (et non totalement homogènes) selon les territoires. On ne peut pas mettre en place la politique publique de la même façon, lorsqu'on se situe à Larrau, Béhorleguy, Esterençuby ou à Anglet, Bayonne et Hendaye »

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur www.eaj-pnb.eus, et notre chaîne Youtube le mardi 1^{er} Mars 2022

_Notre proposition :



Ah, la télé !

Quand on prend son journal ou son hebdo, les choses sont claires : le Figaro, c'est à droite, Le Monde, l'obs et Libé à gauche et Valeurs actuelles flirte vers la droite "nationale". Dans les télévisions françaises par contre, le public n'a pas le choix. Il a même de la chance d'avoir les chaînes les plus neutres possibles sur le plan politique. Ah, ce n'est pas comme dans les Amériques où Fox news a eu le culot de soutenir le candidat républicain Trump alors que l'écrasante majorité des autres appuyaient sans s'en cacher le démocrate Biden. Non, non, en France, ça ronronnait, jusqu'à ce qu'on voit des gens de droite à la télé, sur Cnews ou LCI. On a même vu Zemmour, c'est dire ! Avant, on le voyait déjà, mais avec sa casquette de polémiste, qui était le repoussoir idéal face à des adversaires qui défendaient la démocratie avec un grand D. Mais une fois candidat, pas question de lui donner la parole. Certains responsables de médias publics, censés être les hérauts du pluralisme, ont ouvertement dit qu'ils ne l'inviteraient pas.

Problème : dans une démocratie, justement, on est sensé écouter toutes les opinions, même si on ne les partage pas. Imaginez, que vous ne discutez qu'avec des gens de votre avis, ce serait un peu lassant, non ?

Pour revenir à la télé, son pouvoir (et celui des sondages) n'est plus à démontrer. Déjà, elle a façonné les électeurs. En regardant en arrière, on observe que chaque région avait sa spécificité : l'Alsace était à droite, la Bretagne et le Pays Basque au centre-droit, le midi rose et la banlieue parisienne rouge. Les choses ont changé. On l'a vu lors des dernières présidentielles où les deux candidats en tête l'ont été quasiment partout en France. Pas, ou peu d'endroits qui aient fait un choix différent. Lors des dernières régionales, rebelote, les sortants ont quasiment tous été réélus ! Les électeurs de Brest à Toulouse en passant par Bordeaux ou Strasbourg ont eu le même réflexe alors que les situations locales étaient très différentes.

Et on prend le même chemin pour ces élections présidentielles et législatives. Alors, puisque l'uniformité tue le pluralisme, à quand des télévisions vraiment plurielles, où l'on entendrait aussi les voix différentes, à commencer par les nôtres, basque, corse, breton, alsacien... Parce que si la télé a fait des progrès en matière de "minorités visibles", elle n'en a pas beaucoup fait en matière d'accent ou de langues dites régionales...





Aberri Eguna Parisen 1945an - Argazki iturria : Landaburu familia

Europa maite zuen euskaltzalea : Francisco Javier Landaburu (1907-1963)

Francisco Javier Landaburu abokata eta kazetari arabarra diputatua izan zen Madrilgo Gorteetan 1933tik 1935 arte, erbestean zen jaurlaritzaren kanpo harremanetarako arduraduna eta lehendakari ordea ere bai 1960-63 urteetan. Gaurko egunean, Landaburu deitura aipatzean, gehienek Ander eta Gorka kazetariak ditugu gogoan. Azken hau Radio France irrati publikoaren berriemailea izan zen denbora luzean ETAk bere kontrako atentatua egin arte. Ipar Euskal Herrian herritar ainitzek gogoan dituzte oraino Gorkak Baionako irrati publikoan aireratzen zituen kronikak. Francisco Javier bere aita zen...



Bigarren Errepublikaren ekitaldi batean
Argazki iturria : Landaburu familia



Manu Robles Aranguiz eta Jose Antonio Durañonarekin Sindikaten Munduko Kongresuan ELAren ordezkari gisa - Argazki iturria : Landaburu familia



– Munta haundiko bidegilea

Eusko Alderdi Jeltzalea modernizatu eta aberastu zuen belaunaldiko kidea izan zen Landaburu. Demokrazia girixtinoaren aldeko mugimendua sortzen lagunduz, harremanak sortu zituen Europako hainbat ordezkariarekin eta idatzi zuen La causa del pueblo vasco liburua iparrorratza da oraino ere askorentzat. Totalitarismoak nagusi ziren garai aski latzean Sabino Arana Goiriren mezua hartu eta hedatu zuen askatasuna eta demokrazia beti sustatuz, batzuetan bere bizia bera irriskuan emanaz. Denbora luzean gorderik egon ondoren, azkenean Euskaditik ihes egin behar izan zuen frankismoarengatik. Frankistek Luis Álava bere laguna tiroz hil zuten eta urte batzueko Jose Antonio Agirre lehendakariaren heriotzak ere ezustean harrapatu

zuen. Jaurlaritzak Parisen zuen egoitzatik harremanak landu zituen Francoren erorketa eragiteko edo eroriko zelarik agintea apailatzeko. Urteak pasa ahala, gasteiztarra ideologia tradizionaletik ideia progresistetaratzat igaro zen.

– Biziaren laburpena

Tecnos argitaletxearen eskutik, Al servicio de la causa vasca Francisco Javier Landabururi buruzko biografia argitaratu berri du Leyre Arrieta Alberdik. Historia Garaikidean doktore eta Deustuko unibertsitateko erakasleari Mutrikuko kultura saria eman diote berriki egin dituen ikerketak direla eta. Eusko Alderdi Jeltzalea, Eusko Jaurlaritza eta Radio Euskadiri buruzko ikerketa lanak izkiriatu dituen gipuzkoarrari iduritzen zaio baitezpa-

dakoa zela Landabururen biografia idaztea ekarpen oparoa egin ziolakoan gure herriari. Urteetako ikerketa lan hunek sekulan argitaratu ez diren dokumentuak aipatzen ditu. Egileak argitu ahal izan du ere ze motako harremanak izan zituen naziekin eta ETArekin, eta zergatik alderdiak berak baztertu zuen denbora batean. Landabururen biografiarekin Euskal Herria, Espainia eta Europako historiak hobeki eza-gutzen ahal dira. Jose Antonio Agirre eta Jesus Mari Leizaola lehendakariak biografia bat baino gehiago dutelarik, Landaburuk ere berea izan zezan ezinbertzekoa iduritzen zitzaion Arrietari. Gasteizen Eusko Jaurlaritzaren egoitzara doan etorbideak Landabururen izena dauka. Orain, karrika bat izateaz gain, biografia ere badu Landaburuk.



La causa del pueblo Vasco



« la causa del pueblo vasco » Landaburu jaunak idatzitako liburu erreferentea, irakurgai hemen :

> La causa del pueblo vasco by Atxapunte Uriarte - Issuu

Assemblée Générale d'EAJ-PNB :
Le Pays Basque doit être exemplaire



L'Assemblée Générale ou Congrès d'EAJ-PNB des 27 et 28 novembre derniers, a marqué de nouvelles ambitions pour EAJ-PNB. Que s'est-il passé de marquant, voilà 2 mois, au BEC de Barakaldo ?

EAJ-PNB a entériné une nouvelle démarche, celle de l'écoute active auprès des acteurs de la société organisée : associations, collectifs, syndicats, ... Les informations et observations recueillies nourriront notre réflexion dans un but précis : réaliser les objectifs de l'Agenda 2030.

3 grandes ambitions

— L'Agenda 2030, kezako ?

Cet Agenda ne vous est certainement pas familier. Pourtant, il est fondamental dans la sphère politique.

En tant que parti de gouvernement, EAJ-PNB a en effet pour ambition que le Pays Basque remplisse les objectifs de l'Agenda 2030. EAJ-PNB a jugé qu'il était de sa responsabilité de prendre à bras le corps cette initiative, pour faire du Pays Basque, une terre exemplaire en la matière. . Loin des clichés éculés sur le supposé enfermement des nationalistes basques, l'état d'esprit qui nous anime peut se résumer par la formule : « le Pays Basque est la partie du monde qui porte ce nom ». Cet Agenda du développement durable a été construit au sein de l'ONU, l'Organisation des Nations Unies. Il est le fruit des négociations entre les différents pays de la planète, membres de cette organisation mondiale. Il poursuit 3 grandes ambitions : éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous. 17 grands objectifs concrets sont à



Andoni Ortuzar, Biltzar Nagusiaren ekitaldian



Ohitura eta arte garaikidea uztarturik

remplir pour rendre réelles ces ambitions. EAJ-PNB en a rajouté un 18^{ème} : la diversité linguistique et culturelle. L'ONU évalue l'évolution de ces objectifs par pays, chaque année.

Cette projection dans des objectifs venus d'instances internationales n'est pas nouvelle. Le Gouvernement Basque, dirigé depuis plus de 40 ans, de façon quasi-continue par EAJ-PNB, s'inscrit systématiquement dans l'accomplissement des ambitions assignées par l'Union Européenne, en matière sociale, économique ou de développement durable. A une époque où malheureusement, les Etats européens jouent le plus souvent trop en solo, des territoires gérés localement s'inscrivent dans un esprit d'engagement et de respect des décisions prises par des instances supra-nationales et internationales.

– La campagne présidentielle d'une France qui se projette dans le monde ?

L'ambiance en France est bien différente en cet hiver 2021-2022 et ce début de campagne présidentielle. Qu'il s'agisse des candidats souverainistes ou ceux sensés ne pas l'être, le cadre franco-français paraît étanche aux influences extérieures. Le discours ambiant est bien plus à l'affirmation d'ambitions franco-françaises, qu'à la participation à des ambitions d'instances internationales. L'ONU, et même l'Union Européenne sont reléguées à une portion congrue de cette campagne. La Conférence sur l'avenir de l'Union Européenne a débuté ses travaux depuis plusieurs mois, pour redéfinir un nouveau destin au « Vieux Continent ». En avez-vous entendu parler ? Au final, quel est le modèle le plus ouvert ?

Les 17+1 objectifs de développement durable



Helburuak batzuk besteen ondoan orroitarazten, kongresuaren ekitaldi publikoan

- 1 - Éradication de la pauvreté
- 2 - Lutte contre la faim
- 3 - Bonne santé et bien-être
- 4 - Accès à une éducation de qualité
- 5 - Égalité entre les sexes
- 6 - Accès à l'eau salubre et à l'assainissement
- 7 - Energies fiables, durables et modernes, à un coût abordable
- 8 - Accès à des emplois décents
- 9 - Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
- 10 - Réduction des inégalités
- 11 - Villes et communautés durables
- 12 - Consommation et production responsables
- 13 - Lutte contre les changements climatiques
- 14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable
- 15 - Vie terrestre (biodiversité)
- 16 - Justice et paix ;
- 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs
- + 18 - Diversité linguistique et culturelle





Olatz Garamendi (Eusko Jaurlaritz) eskuinean eta Isabel Rodriguez (Espaniar gobernua) ezkerrean, bi negoziatzaileak

Les accords Sanchez

Gouvernement basque

Budget entré en vigueur dès le 1er janvier. Ces accords préfiguraient le vote favorable du PNB, lors de la présentation du budget 2022 de l'Espagne, définitivement adopté le 28 décembre dernier au Congrès des députés par une quinzaine de formations politiques. Ceci après le vote d'un ultime amendement concernant les langues co-officielles d'Espagne, dont l'euskera.

Un large spectre de formations politiques a donc adopté ce budget, impulsé par l'Etat central, résolu à restaurer l'économie du pays secouée par l'interminable pandémie. L'on peut noter à cet égard, que

selon la presse basque, l'industrie avait dès le début du mois de janvier 2022, récupéré près de 80% de sa baisse de production 2021. Le quotidien Deia (édition du 11 janvier 2022) estimait ainsi qu'au cours des 11 premiers mois de 2021, la production industrielle d'Euskadi affichait une croissance de l'ordre de 10,4%, presque au point de compenser les 13,3% de pertes enregistrés en 2020. En 2021 le Gipuzkoa a enregistré la reprise la plus importante. Selon les statistiques d'Eustat (équivalent de l'INSEE en Euskadi), ces dernières semaines l'évolution est positive dans tous les secteurs.



Andoni Ortuzar eta Eneko Andueza, EAJ-PNB eta Euskal sozialisten bi buruak Sabin Etxean

– Marchandages annuels

Reste que les accords Etat central-gouvernement basque sont chaque année l'occasion d'âpres marchandages en vue du vote du budget de l'Etat. Sur quoi ont-ils porté au-delà du projet TGV ? Sur des questions aussi cruciales que celles du transfert de compétences, de Madrid à Vitoria-Gasteiz. Transfert que l'Espagne n'accorde qu'au compte-gouttes, sous la pression constante des dirigeants basques, ulcérés de constater que l'Etat espagnol n'a toujours pas dévolu à Euskadi l'ensemble des compétences que lui attribuait le Statut d'autonomie de 1979.

C'est ainsi que célébrant le Jour de l'Immigration (le 18 décembre dernier), le lehendakari Urkullu, réclamait pour son exécutif la possibilité de prendre directement en charge la question migratoire à laquelle il est confronté. Cette question a conduit l'exécutif basque à élaborer un « Pacto Social vasco », pacte auquel plus d'une centaine de communes ont adhéré. Le

1^{er} octobre 2021, le gouvernement central avait dévolu à Euskadi la compétence sur les prisons d'Euskadi où les prisonniers d'ETA sont, entre autres, désormais incarcérés. Reste en question une compétence extrêmement délicate, celle de l'IMV (Ingreso Mínimo Vital, Revenu minimum d'insertion) placé dans les mains d'Olatz Garramendi, membre de l'exécutif basque en charge du secteur Gouvernance publique et autonomie. L'Etat central espérait pouvoir l'accorder, non pas à titre permanent comme l'exige l'exécutif basque, mais pour une période limitée dans le temps, reconductible. Inadmissible pour Euskadi ! La discussion ne semblait pas définitivement close à la mi-janvier 2022, tant que cette clause n'était pas officiellement actée par le ministère espagnol concerné. L'on pourrait aussi citer la compétence sur la gestion du trafic ferroviaire (petites lignes), semble-t-il plus compliquée qu'il ne semble.

– Force de loi.

La loi Antipandémie quant à elle, décrétée par le gouvernement basque n'est pas au goût de Madrid. Va-t-elle finir par se retrouver confrontée au Tribunal Constitutionnel ? L'Etat espagnol ne cache pas sa propension incorrigible à s'adonner au « grignotage » des attributions basques, concédées par Madrid et soumises à une « érosion constante » depuis 40 ans, alors qu'Euskadi fonctionne sur la base d'un statut (loi organique 3/1979, du 18 décembre), le seul parmi ceux des communautés autonomes d'Espagne) n'ayant ni modifié ni renouvelé. Un statut qui a force de loi, ce qu'il faut rappeler sans cesse au gouvernement en dépit des décennies qui passent.

Euskadi et Navarre : l'économie au service de la santé

EAJ-PNB est un mouvement démocrate qui place la personne humaine au centre de ses préoccupations, aussi bien celles nécessitant des soins que l'entrepreneur avec ses difficultés et ses projets. Pour EAJ-PNB, la richesse économique doit bénéficier à la société et aux entreprises, loin du chacun pour soi du capitalisme financier. Le secteur de la santé illustre ce modèle de société apaisée.

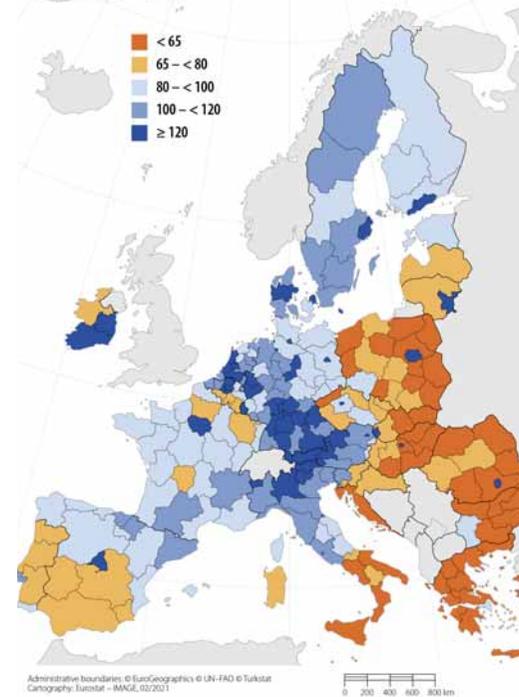
Voici deux cartes. La première, fournie par Eurostat, concerne la production de richesse par habitant, par région européenne, en 2019. Elle mesure le niveau de prospérité d'un territoire, avec une moyenne européenne située à 100. Dans l'Etat espagnol, seule la Communauté de Madrid, au centre, est dans la catégorie des régions les plus riches (bleu foncé). Au nord, la Communauté autonome basque (2^e), la Navarre (3^e) et la Catalogne suivent parmi les territoires, au-dessus de la moyenne européenne. Avec un indicateur de 118, la Communauté autonome basque est proche du rang supérieur. A noter que côté français, le cliché : « Paris et le désert français » a encore du sens. L'île de France est bien au-dessus de cette moyenne.

La seconde carte date de 2022. Elle indique la dépense budgétée cette année, par Communauté autonome, dans le domaine de la santé. Euskadi ou Communauté autonome basque se situe au premier rang, avec près de 2000€ investis par habitant. La Navarre est cette fois, 3^e. Même si les années des 2 cartes ne coïncident pas, ces données structurelles varient peu sur le court-moyen terme. Le budget du Gouvernement basque est traditionnellement dirigé vers les dépenses sociales, en particulier, vers la santé. Bon an mal an, près d'1€ sur 3€ est destiné aux secteur sanitaire. Conclusion : les impôts et les revenus générés par l'économie prospère de ces territoires sont massivement destinés à des dépenses sociales et de santé. EAJ-PNB dirige le Gouvernement basque pratiquement sans dis-

continuer depuis 40 ans. Il est un des membres du Gouvernement de Navarre, depuis plus de 6 ans. A l'inverse, Madrid, la Communauté la plus prospère est celle qui dépense le moins, en matière de santé, en 2022. La droite conservatrice espagnole du PP est à la tête de cette Communauté autonome, depuis 1995, à l'exception d'une mandature. Ces derniers temps, elle pratique un véritable dumping fiscal, pour attirer un maximum d'entreprises et d'entrepreneurs, quitte à rogner sur les services publics. Cet exemple et tant d'autres montrent que le modèle d'EAJ-PNB n'est pas assimilable à celui du PP espagnol, parti de droite capitaliste.

 **Beñat Oteiza**

GDP per capita in EU regions (NUTS 2), 2019
(in PPS, EU=100)



¿Cuánto invertirá cada comunidad en Sanidad en 2022?

Presupuestos sanitarios de las comunidades autónomas para 2022. Datos en euros por habitante



Fuente: Federación de Asociaciones para la Defensa de la Sanidad Pública (FADSP) · Creado con Datarapper



TGV : le non des élus d'Iparralde

Les élus d'Iparralde ont tranché ! Près de 80% d'entre eux ont en effet, refusé le principe de l'aménagement d'une ligne destinée au Train à Grande Vitesse dans un territoire à la superficie très limitée et qui plus est, en proie à une urbanisation côtière galopante. Ce refus s'est exprimé lors du dernier Conseil de La Communauté d'Agglomération Pays Basque, le samedi 18 octobre à Bayonne. 144 opposants, 44 voix favorables, 18 abstentions.

Jean-René Etchegaray, le président de l'Agglo, a donné le la. Il a voté Non. Selon lui, l'afflux démographique engendré par la Grande Vitesse aurait pour corollaire une pression immobilière extrême et des difficultés majeures pour le logement de la population locale. Ce projet n'était pas sorti des tiroirs depuis des années. Il revient donc sur le devant de la scène après avoir été dans les années 90 notamment, l'objet de controverses mémorables. Rappelons que le premier TGV français, fut lancé par François Mitterrand, sur la ligne Paris-Lyon en 1981. Dans le Sud-Ouest, le TGV pointa son «nez» («l'étrave» pour les techniciens) à nul autre pareil, le 30 septembre 1990, en gare de Bordeaux .

– L'emprise énorme du chantier

Le volet financier du projet GPSO (Grand Projet du Sud-Ouest) porté de longue date par Alain Rousset, président de la région Nouvelle Aquitaine, n'a pas été abordé dans la mesure où le prolongement de la ligne rapide, Bordeaux-Dax-Toulouse en connexion avec le Pays Basque sud au-delà de Hendaye, a été rejeté par une grande majorité d'élus basques. L'Agglo Pays Basque en tout état de cause, a été la dernière à se prononcer parmi les 27 Agglomérations du Grand Sud-Ouest concernées. Mais elle n'est pas l'unique récalcitrante, l'Agglomération du Grand Dax et le département du Lot et Garonne refusent

quant à eux, le principe d'une participation financière à l'opération. Le coût de la ligne nouvelle a été évalué à 14 milliards d'euros alors qu'aux yeux de certains, il a d'ores et déjà, été sous-évalué. L'ensemble du projet est coordonné par le préfet de la Région Occitanie.

Les opposants basques ont déploré l'emprise énorme du chantier au sol, du peu d'intérêt que certains spécialistes lui accordent pour le transport du fret et surtout l'afflux de population que cette voie rapide engendrerait dès sa mise en service, au risque de déstabiliser l'équilibre démographique du Pays Basque lui-même. Bordeaux et son agglomération en ont fait l'expérience : elles accueillent en effet, une moyenne de 20000 nouveaux venus par an. A ce jour, le Pays Basque notons-le, en accueille une moyenne de 2000 par an, ce qui n'est pas rien à son échelle.

—Euskadi : l'impatience des élus

Passée la frontière, l'attitude est diamétralement opposée. Les dirigeants de la Communauté autonome trépignent d'impatience. Ils espèrent en tout état de cause que la Grande Vitesse leur parviendra (en



particulier à Bilbao et Vitoria-Gasteiz) dès 2027, soit 30 ans après la mise en service de la première ligne TGV d'Espagne, la Madrid-Séville ouverte pour l'Exposition universelle de 1992. Dans l'esprit des dirigeants d'Euskadi, la LGV (el TAV en espagnol, AHT en basque) devait resserrer les liens des trois capitales basques. Pas plus de 30 à 40 minutes de trajet de l'une à l'autre (1) ! Cela les aurait rapprochées de Madrid et Paris d'autant.

—« La Y Vasca ».

La grande vitesse avait été baptisée « Y Vasca ». En effet, les liaisons Donostia-Bilbo-Vitoria Gasteiz allaient dessiner un Y. Des travaux ponctuels furent ainsi engagés dès 2006 en Alava, de même qu'à

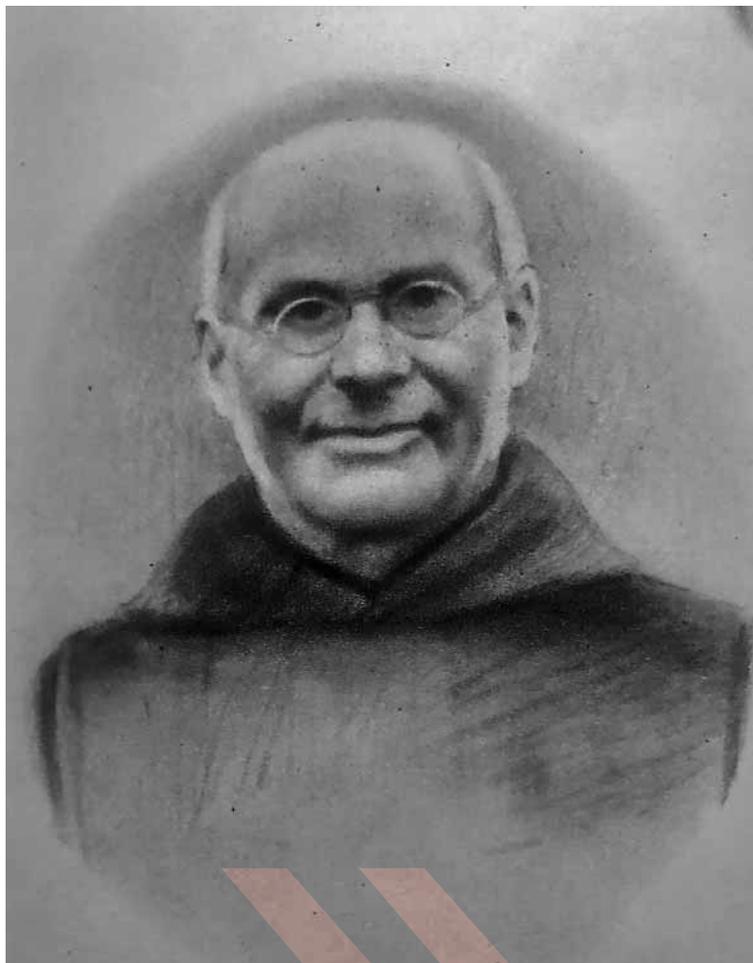
l'approche de Saint Sébastien alors que des dates de mises en service successives étaient avancées au cours des 15 dernières années. L'ultime date projetée est désormais 2027. Juan Mari Aburto (PNB), maire de Bilbao, s'en est félicité, au vu des derniers accords passés entre l'exécutif basque et le gouvernement Sanchez. Selon ces accords comportant un volet financier pour toutes les parties prenantes, le TGV pourrait donc faire son entrée à Bilbao et Vitoria-Gasteiz d'ici 5 ans. Après que le gouvernement basque ait assuré l'aménagement des entrées souterraines dans les gares centrales, des deux capitales.

Plus de 20 ans de retard, dus entre autres aux attermoissements de l'administration centrale espagnole, qui durant ces dernières décennies a patronné la réalisation d'un

vaste réseau TGV sur son territoire. De nouveaux accords récents (conclus en décembre 2021) dans le cadre d'une plus large négociation entre le PNB et Pedro Sanchez, ont donc été tricotés portant sur le financement et la réalisation de cet ouvrage que les dirigeants basques, jugent essentiel pour la mobilité en Pays Basque. A l'époque, le projet TGV, fut l'objet d'une grande controverse dans la population qui pour partie, craignait de voir son pays, au relief compliqué, littéralement balaféré par la nouvelle voie.



(1)TAV, en espagnol Tren de Alta Velocidad. AHT, Abiadura Handiko Trena en euskera.



Odilon Ardans

Beloke nola sortu zen ?



1875.urtekoa da Belokeren eraikitzea eta beraz hastapena hor dugu. Baina hastapen batek beti baditu aitzinagoko urrats batzuk. Ea zein diren bada?

— Kristautasunaren berpizkundera

Frantses iraultzak eta Napoleonen gerlek Europarekin batean gure Euskal Herria ere xehatu zuten. Miseria material bezain morala bazela ez dezagun uka. Gerlek ez baitiote nehandikan onik egiten gizarteari.

Horiek hola, iraultza horrek, erlisioneak errotik kendu izan nahi bazituen ere, XIX.mende hastapenean berpizkunde harrigarria abiatu zen katolikoetan. Sekulako garrarekin sortu ziren kongregazio berriak: hala nola hemen berean Edouard Cestac Baionesak sortu

zituen Mariaren Zerbitzariak (“Servantes de Marie”) Serora Urdinak izenekoak, eta Michel Garikoitzek Betarramistak. Ahantzi gabe Poitou aldean sortua eta Uztaritzetik Euskal Herri guzian hedatuko zen Kurutzearen Alabak kongregazioa, “Filles de la Croix”, Serora beltzak.

Eta horiekin batean Hazparneko misionestak. Apez hauek, diosesakoak izanik ere, ez ziren parroquia batego erretore baina Euskal herrian ibiltzen ziren misio famatu haien predikatzen. Horietan Garat Hazpandarra edo Arbelbide, sortzez Zarokoa.

Apez kartsu horiek eta Garikoitz eta Cestac-ek ontsa ezagutzen zuten elkar, guti edo aski Larresoroko



semenarioan elkarrekin egonak baitziren.

Hazparneko talde horri 1865ean juntatu zitzaion Bastre apezka, sortzez Senpertarra, Ezpeletan bikario egona eta ondotik Larresoron irakasle. 32 urte zituen orduko. Elkarren artean sortu zitzairen “talde zerbaiten” abiatzeko ideia, Garikoitzen gisan. « Zerbait » hura ez

zuten biziki argia oraino: talde predikaria bai, baina ere otoitzean eta lanean ariko zena ... eta zergatik ez joan Argentinara hainbeste euskaldun zeuden lur haietara? Egun batez, Arbelbidek sekretu hau salatu zion Bastre: diru zama pollita bazuela, obra baten diruztatzeke norbaitek emana. Baina zein obra ? ...

Eta horra non 1870ean Frantzia eta Prusiaren arteko gerla hasi zen. Jacques Duperou Ziburutar apez lagunarekin, Jean Bastre abiatu zen gerlara omonier gisa Frantziako ekialdean barna. Dakizuen bezala Napoleon III.k gerla galdu zuen istant batez. Morvan aldean zeudela armadaren erdian, Bastre eta Duperou joan ziren eraiki berria zen La Pierre qui vire izeneko monasterio beneditanoaren bisitatzera. Eta orduan zuten pentsatu: « To, gure delako obra hura, ez ote litzateke Euskal Herrian guk ere beneditano etxe eta anaidi baten sortzea? »

— Zergatik ez Beneditano?

Euskal Herrira itzuli ziren eta 2 urteren buruan horra non 1872ko azaroaren 4an, Duperou eta Bastre partitu ziren Hazparnetik Morvan aldean kokatua den La Pierre Qui Vire frai-

letxera. Haiekin Aldudar gazte laiko bat : Beraineko Louis Ardans, 1844an sortua, orduan 28 urte zituen. Nola bildu zuten gazte hura, nehork ez daki xuxen. Baigorri Elizaareko Urricariet fraileak hau kontatzen du : « Bastre eta Duperouren ondoan, Ardans, boneta buruan, gerriko gorria, mutiko fierraren itxura eta denbora berean umiltasunez jantzia. » Mutiko isila segur, ez zuen idazteko gutuzia handirik eta ondorioz, haren gutunik ez izanez, ez dakigu zergatik eta nola deliberatu zuen bi apez horiekin abiatzea.”

Gure 3 euskaldunak 3 urte egon ziren La Pierre Qui Vire monastegian. Lehen urratsa zen postulant edo galdegile ikastaldi gisako bat egitea eta ondotik nobizioa. Urte horietan beneditano bizia jastatu zuten, Beneditoren arauak ikasi eta barnatu. Azkenik, 3 urteren buruan botuak egin zituzten.

Eta horra beraz nola gure hiru euskaldunak fraile beneditano bilakatu ziren. Okasione hortan Jacques Duperou Tomas izendatu zuten, Jean Bastre Augustin eta Louis Ardans Odilon Ardans bilakatu zen

— Odilon Ardans Aldudarra, herritar gazteak Belokeko bidean emaiten.

Gure aldudarra gizon isila zela zioten. Ez zitekeen izan tarrapata egile horietarik, beti lasai, jestu guti baina haiek onak, eskuzabala. Musikaria ere doi bat, zeren harmoniuma joiten zuen. Zentzuduna, kontseilu onekoa, bere inguruan ongia egiten zuena. Urteetan parropiaz

parropia ibili zena. Zenbat misio ez ote zituen eman ? Anitz gaztek beren bokazioa zor ziotela aitortu zuten. Aldudeko Berainea sortetxeari izigarri atxikia zen. Herrian pasatzen zen aldi oro, Mentako anaiaren edo Xiloineko arrebaren etxetik pasatzen zen. Ez gira beraz harrituko Alduden beste 16 gazteren beneditano bilakatzear. Aldude Mentan zenbat aldiz ez dut istorio hau entzun: Beraineko Odilon Beneditarra Mentan pasaturik, galde hau egin zien aitameri: “Erradazue baina, komunioneke erretreta predikatu baitul elizan, haurrer galdegin diet nork nahi zuen jin enekin Belokera. Zuen mutikoeke baietz erran didate. Segur naiz bokazioa badutela! “. Erantzuna orduan: “Ba, ba, eraman itzak, hola bederen eskolatuko dituk eta guretako zenbait tripa gutiago asetzeko.” Egia izan ala ez, hola ulertzen dugu nola gure Beraineko Odilon Ardansek bildu zituen bere 5 iloba, eta bestalde Soldadoineko, Gortairuko eta Pritxiaineko ahaideak.

Bildu, baina ez bakarrik. Horietarik zenbaitek, beste bide bat harturik ere, ez bide zuten nahikari eskasik, ikusiz ondotik zer bilakatu ziren.

Baina bego hori geroko. Oraino ez baitugu kontatua nola eraiki zen Beloke. La Pierre qui Vire Morvan aldeko monasterioan frailetzen ari zirelarik, ez baitziren haien lagunak alfer egon...



Mikel Burzako : « Nous partageons avec M. Macron l'idée d'une Europe plus souveraine »

Mikel Burzako est responsable des relations internationales, au sein de la direction nationale d'EAJ-PNB, l'Euzkadi Buru Batzar (EBB). Il réagit au discours réalisé par M. Emmanuel Macron, à Strasbourg, au Parlement européen, le 19 Janvier dernier, à l'occasion du lancement de la présidence française de l'Union Européenne, pour les 6 prochains mois. Que faut-il espérer de cette présidence ? L'Europe fédérale est-elle en voie de construction ? L'européisme de M. Macron est-il comparable à celui d'EAJ-PNB ?

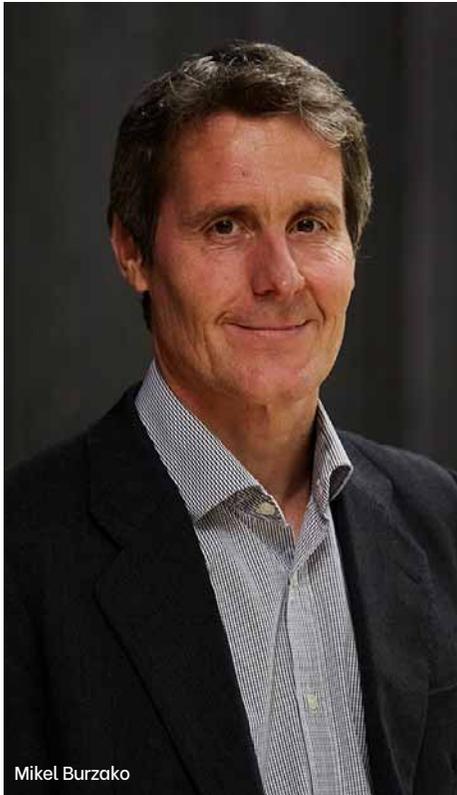
Le président Macron a très rapidement évoqué la conférence sur l'avenir de l'Union Européenne. EAJ-PNB a publié une contribution pour une Europe réellement fédérale, avec des pouvoirs de « bas en haut », proche des citoyens. Que pensez-vous du positionnement de M. Macron ?

Je crois que M. Macron est un pro-européen solide et cohérent. La société française a été plus hésitante à ce sujet. Il faut se souvenir des référendums de Maastricht de 1992, avec 51% de oui et le rejet du traité constitutionnel en 2005. N'oublions pas que M. Macron a remporté les élections présidentielles de 2017 en brandissant le drapeau

européen tandis que son principal rival, Mme Le Pen, prônait un référendum sur le Frexit.

Nous partageons avec M. Macron l'idée d'une Europe plus souveraine, et co-protagoniste dans la géopolitique mondiale, une Europe garante des valeurs de paix, de sécurité, de liberté, de justice et de solidarité qui ont inspiré et imprégné la construction européenne, durant les 70 dernières années.

Cependant, l'approche territoriale nous sépare de M. Macron. Tant dans la reconnaissance de la diversité nationale et régionale que dans la projection de ces réalités dans les institutions européennes.



Mikel Burzako

Nous sommes clairement attachés à la proximité des institutions avec le citoyen, à une démocratie à plusieurs niveaux, de souverainetés partagées, à partir des fondements du principe de subsidiarité.

D'autre part, pour nous la reconnaissance et le respect des identités nationales et régionales est une question de principe, démocratique et non négociable.

Les défis climatiques, numériques et de sécurité ont été au cœur de son discours.

Il a été critiqué pour son manque d'ambition sur ces sujets. Qu'en pensez-vous ?

Je crois que M. Macron et la présidence française seront jugés sur l'exécution des engagements pris. M. Macron doit honorer son discours et mettre en œuvre des programmes pour faire avancer les objectifs définis. Dans le cas contraire, les attentes placées sur la Présidence française contribueraient à une nouvelle frustration.

Qu'espérez-vous de cette présidence française de l'Union Européenne ?

Je crois que la coïncidence de la Présidence française de l'UE avec les élections présidentielles et législatives et les travaux finaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ne bénéficient ni à la Présidence française ni à l'intégration européenne.

Je crois que l'effervescence électorale et la féroce bataille interne interpartis ne favorisent pas une gestion unitaire de la Présidence française.

Cependant, je pense que M. Macron se considère comme le nouveau leader européen, le successeur de Mme Merkel, et fera tout pour que la présidence française soit un succès.

Je souhaiterais que le semestre de la Présidence française s'achève par un succès dans le contexte de la longue construction européenne mais, en dehors des hostilités électorales, les crises et les incertitudes



Gaurko egoerak Europako defentsa sustatzen ?

qui nous menacent réduisent mes attentes quant à des résultats tangibles de cette présidence semestrielle.

Faut-il espérer l'émergence progressive d'une Europe de la Défense, face au désengagement de nos alliés américains en Europe et les menaces russe et chinoise ?

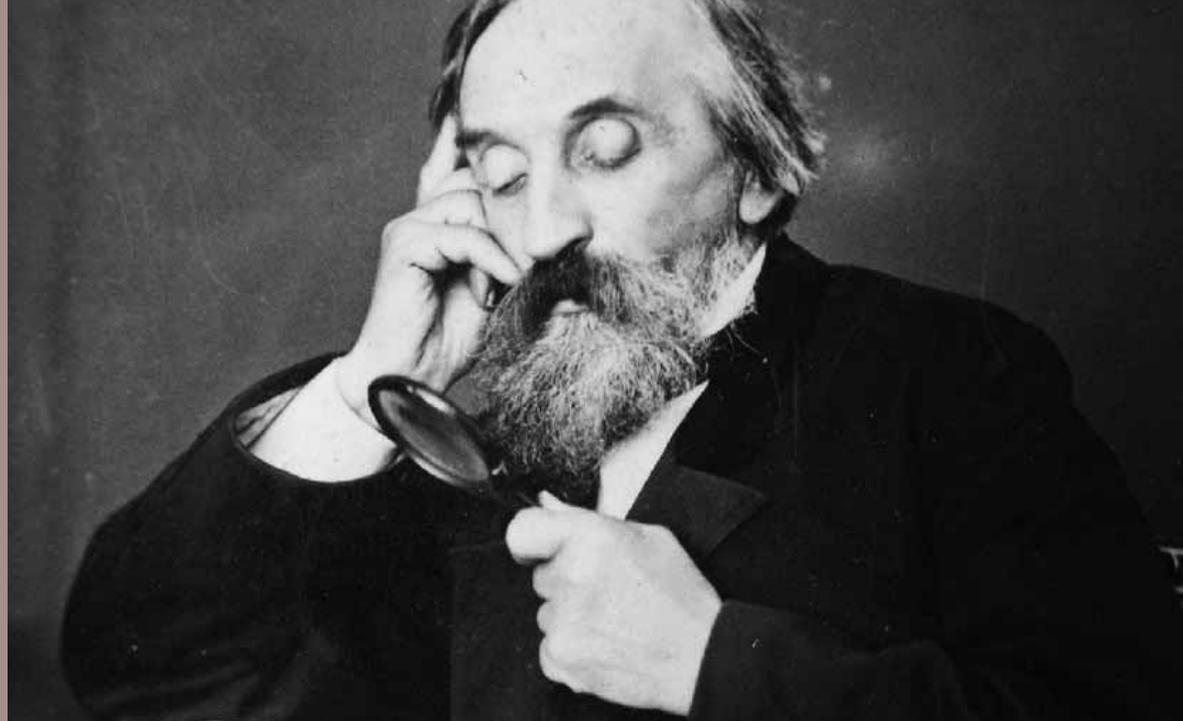
Oui, je crois que malgré la résistance des États, nous allons progresser vers une Europe de la sécurité et de la défense. Dans un monde en mutation où les menaces se multiplient, il est irresponsable d'agir uniquement à partir du soft-power.

Je pense qu'il faut aller vers une autonomie stratégique européenne en la matière, même au risque d'établir une Europe à deux vitesses. Toujours en collaboration et en coordination avec l'Alliance atlantique qui défend les mêmes valeurs occidentales que notre civilisation européenne.

Ces dernières années, l'Union Européenne s'est dotée d'instruments fédéraux : Union bancaire renforcée, fonds de relance, ... Un pouvoir européen autonome des Etats est-il inéluctable ?

Oui, je crois que nous avancerons vers une Europe plus souveraine, avec des institutions fédérales. Le nouveau monde des grandes puissances comme la Chine, les USA... et les blocs régionaux comme l'ALENA, l'ASEAN... nous le réclament.

Nous devons progresser vers une Fédération européenne démocratique, construite de bas en haut, qui devienne un acteur mondial pour préserver les valeurs communautaires qui nous ont défini, au cours des dernières décennies.



Antoine d'Abbadie, « Euskaldunen aita »



Céline Davadan, conservatrice du château d'Abbadie à Hendaia, nous remémore Antoine d'Abbadie (1810-1897), ce personnage illustre et trop méconnu. Né à Dublin d'un père souletin et d'une mère irlandaise, polyglotte, linguiste, homme de sciences, de plusieurs sciences, il a redonné ses lettres de noblesse, à l'euskara et à la culture basque. Il participa au courant folkloriste scientifique de la deuxième moitié du XIXe siècle, tout en agissant en acteur culturel militant. A la fin de sa vie, il reçut un makila d'honneur, avec pour inscription : Euskaldunen aita, le père des Basques.



Abadiako gaztelua, Hendaian

Antoine d'Abbadie s'intéressait à de nombreux peuples. Il a également beaucoup œuvré pour la culture basque. D'où lui vient cette passion pour l'euskara ?

Tout petit, il a été sensibilisé aux langues. Du fait de ses parents, à l'âge de 10 ans, il parlait l'anglais, le gaélique, le basque, le français. Comme sa famille avait une foi catholique très pratiquante, il parlait le latin. Il a un goût pour les langues très jeune, dès le collège. On le voit dans ses petits carnets. Il est heureux d'apprendre le grec, l'espagnol, le portugais, l'italien, l'allemand, ... A la fin de sa vie, il pratique 14 langues. Il en a déchiffré en Afrique, une trentaine. Il parle l'arabe, l'hébreu. Il parle des langues, comme l'Amharique, en Ethiopie, mais aussi la langue des savants éthiopiens, le guèze. On comprend qu'il a une plasticité cérébrale énorme. C'est un très grand érudit. C'est un grand linguiste.

A la fin de sa vie, c'est un contemporain de la IIIe République et de l'œuvre d'uniformisation linguistique ...



Céline Davadan

Alors que nous sommes dans un contexte politique au XIXème siècle, où Jules Ferry est en train d'uniformiser et de donner une identité linguistique à la France, avec le français, D'abbadie comprend que le basque n'est pas du tout à comparer avec d'autres langues régionales. Qu'il y a vraiment une particularité. Il n'aura de cesse de structurer une stratégie politique,

académique, culturelle, artistique, géographique, sociologique.

Quels travaux va-t-il mener ?

Il travailla avec un cousin de l'empereur de l'époque, Napoléon III : Louis Napoléon Bonaparte. Il s'agit également d'un grand linguiste. Il travailla également avec des partenaires locaux, pour déjà identifier les provinces basques, le fameux Zazpiak-Bat. Il travaille avec Agustin Chaho, même s'ils n'ont pas les mêmes orientations politiques. Mais c'est là toute leur intelligence. Ils vont au-delà. ... D'Abbadie est un des fondateurs de la première société savante de linguistique. A ce titre, il va se positionner pour pouvoir constituer un corpus de manuscrits, d'ouvrages qui donneront toute sa dimension académique au basque. ... Il a l'idée dès 1851, d'instaurer les fameux jeux floraux de village en village, de province en province, tous les ans. Il sera le premier mécène finalement. Cela permet de redynamiser l'art du bertsulari, les jeux de pelote, les danses, ... Tout ce que l'on connaît aujourd'hui ...

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur www.eaj-pnb.eus et notre canal youtube, le mercredi 2 Mars 2022.

_ Jeux floraux : quel rapport entre les fleurs et des joutes culturelles ?

Les Romains sont à l'origine des Jeux Floraux, célébrés au printemps, à l'époque de la floraison, en l'honneur de Flore, déesse des fleurs. Ils se déroulaient du 27 Avril au 2 Mai. Durant 5 nuits, danses, représentations mimiques et dramatiques se succédaient.

Les Jeux Floraux modernes sont un leg du monde occitan. Le 3 Mai 1324, des bourgeois organisent une joute poétique entre troubadours, trouvères et menestrels, à Toulouse. Cette fête se perpétue de siècle en siècle. En 1393, ils sont instaurés à Barcelone et durent jusqu'à la fin du XV^e siècle, en Catalogne.

Antoine d'Abbadie s'inscrit dans cette tradition et l'adapte à la réalité basque. Il instaure les Lore jokoak, en 1851, à Urrugne. Ils durèrent chaque année, jusqu'en 1908, à Eibar. Cet événement culturel marqua la renaissance de la culture basque, en particulier, les joutes de bertsularisme.



EAJ-PNB prend position

Projets locaux dans l'immobilier, l'activité économique, crise globale des migrants. Le Pays Basque nord comme tout territoire est à la fois impacté par des crises globales et le lieu de réponses adaptées à ces crises. Retrouvez également les articles et la grande interview de Peio Etxeleku, notre président régional, parus dans la Semaine du Pays Basque, récemment.

Prentsa ageriak / Communiqués de presse

Le 18 Novembre 2021 / 2021eko Azaroaren 18an

Reprise d'Aguerria : désaccord d'EAJ-PNB

Le 22 Novembre 2021 / 2021eko Azaroaren 22an

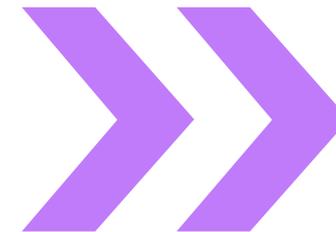
EAJ-PNB se félicite de l'abandon d'un projet immobilier à Hasparren

Le 02 Décembre 2021 / 2021eko Abendoaaren 02an

Crise des migrants : EAJ-PNB exhorte l'Union Européenne à une action forte et coordonnée des Etats membres

Le 25 Janvier 2022 / 2022ko Urtarrilaren 25an

EAJ appelle les autorités à prendre en compte les spécificités des élevages basques



18/11/2021

Reprise d'Aguerria : désaccord d'EAJ-PNB

L'Herri Biltzar Soule-Basse Navarre d'EAJ-PNB exprime sa surprise et son total désaccord avec la décision du Tribunal de Commerce de Pau.

Celui-ci valide la candidature de la CAPB à la reprise de la SEM AGERRIA pour 2 000 000 d'€ d'argent public.

Cette offre publique est venue concurrencer une offre privée souletine, Fraideak, constituée des PME locales et d'une grande partie des 180 actionnaires privés de la SEM.

Ce groupement privé avait la volonté de poursuivre le projet qu'il avait initié, et dont il avait grandement participé par son financement et par un engagement bénévole.

EAJ PNB s'étonne que :

- l'offre de la Communauté Pays Basque ait été faite sans débat, ni vote du conseil de pôle de Soule et adoptée en conseil permanent en urgence le 09.11.2021.
- l'achat ait été fait sans projection économique, ni connaissance du modèle envisagé, encore moins des futurs besoins en investissement et de coûts de fonctionnement annuel
- la Communauté Pays Basque dépense 2 000 000 € d'argent public alors que le projet privé avait proposé à la CAPB de faire un projet commun dans lequel la CAPB pouvait développer son projet culturel pour un montant de 200 000 € seulement
- la Communauté Pays Basque propose une offre qui spolie les petits actionnaires de leur investissement, et les artisans, du remboursement des prestations impayées

EAJ PNB regrette que la collectivité ne privilégie pas la concertation avec les acteurs économiques du territoire, au risque de de renforcer la défiance envers les élus.

- la Communauté Pays Basque prenne un tel risque, compte tenu du recours intenté auprès du Tribunal administratif, en l'absence de carence d'initiative privée.

Comment est-ce possible que de telles sommes soient engagées sans concertation et en l'absence d'études de solutions alternatives ?

Daniel Daraspe, président de l'Herri Biltzar Baxe Nafarroa Xiberoa d'EAJ-PNB





22/11/2021

EAJ-PNB se félicite de l'abandon d'un projet immobilier à Hasparren

La mairie d'Hasparren a annoncé ce week-end l'abandon d'un projet immobilier privé. Il y prévoyait la construction de 52 appartements.

EAJ-PNB félicite Isabelle Pargade, son équipe et les habitants du quartier Urcuray pour leur mobilisation pacifique, résolue et efficace contre ce projet, le 06 novembre dernier.

Le Labourd intérieur n'a pas vocation à être la zone dortoir des villes du littoral. Ce projet résume les dangers du marché libre foncier et immobilier : utilisation la plus rentable possible de terrains constructibles, projet isolé sans lien au territoire. Le quartier Urcuray aurait quasiment doublé sa population. Routes, commerces, ... les infrastructures étaient inadaptées à ce boom démographique. Enfin, à terme, effet isolement de lotissements, exclus de centres villes.

EAJ-PNB est en réflexion interne sur ce thème vital du logement pour les habitants du Pays Basque. EAJ-PNB défendra une maîtrise publique des marchés foncier et immobilier.



Photo d'archives – source : www.irekia.eus

02/12/2021

Crise des migrants : EAJ-PNB exhorte l'Union Européenne à une action forte et coordonnée des Etats membres

Lundi, les présidents d'Euskadi et de la Communauté Pays basque ont réaffirmé leur engagement humanitaire face à la crise migratoire à la frontière.

D'une même voix, ils ont exigé une « action forte et coordonnée » de l'Union européenne et de ne plus détourner le regard face la crise migratoire.

EAJ-PNB soutient cet appel pour que les situations dégradantes et tragiques que nous connaissons sur notre sol ne se reproduisent plus. Ces dernières semaines, 7 personnes sont mortes au Labourd en ne cherchant qu'à vivre une vie meilleure. Ces accidents mortels font écho à la tragédie de Calais qui a causé la mort de 27 autres personnes, il y a une semaine.

EAJ-PNB soutient totalement l'engagement des représentants des deux institutions basques, à continuer d'agir pour offrir un traitement digne et humain aux migrants en transit ainsi qu'aux personnes en quête de protection internationale.

EAJ-PNB croit en la capacité de l'Union européenne à prendre des mesures fortes et coordonnées qui garantissent la sécurité des migrants en transit. Nous appelons les Etats membres à sortir de leurs postures souverainistes pour lutter avec la plus grande fermeté contre le trafic d'êtres humains.

Peio Etxeleku, président régional d'EAJ-PNB

25/01/2021

EAJ appelle les autorités à prendre en compte les spécificités des élevages basques

Les épisodes de grippe aviaire dans les volailles se succèdent et s'accroissent : 2016, 2017, 2021, 2022.

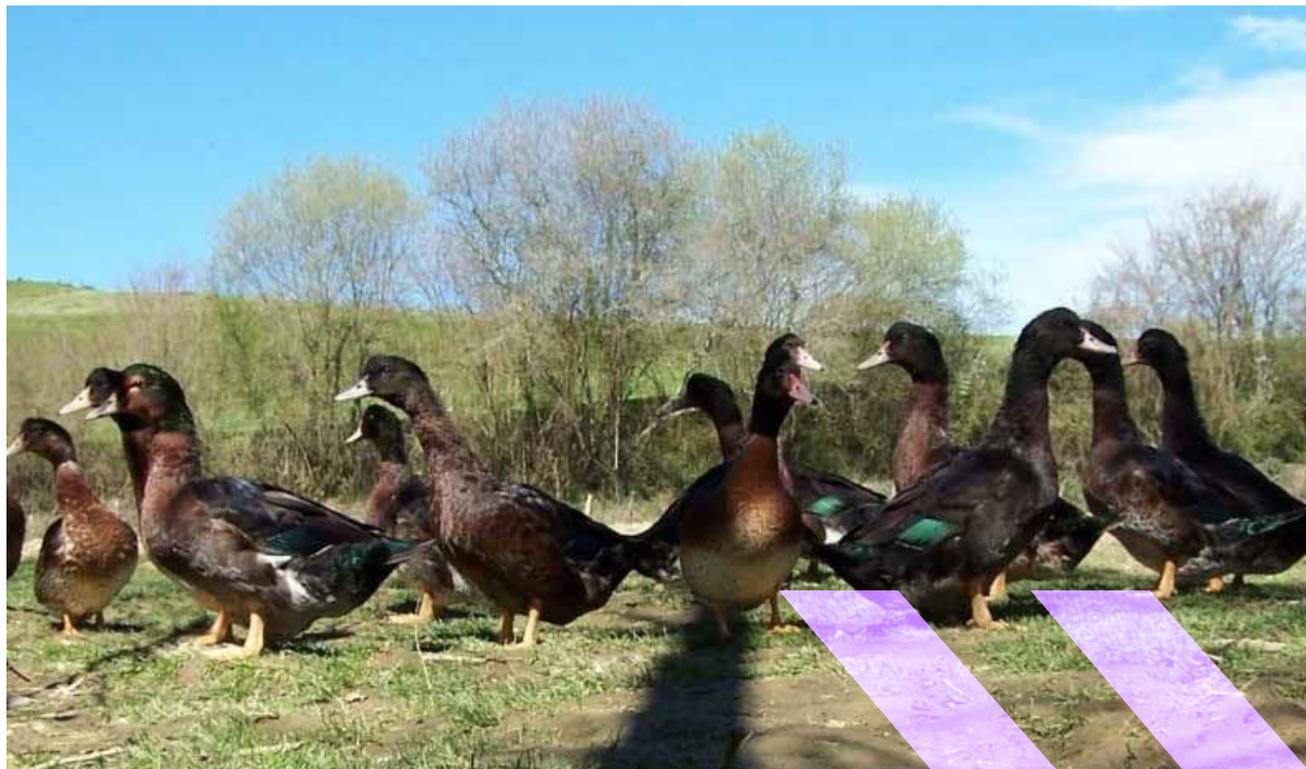
EAJ-PNB pointe la surcharge de travail et la responsabilité excessive assurées par les éleveurs de volaille. Aux mesures préventives drastiques, mise en place de sas de sécurité, investissements en biosécurité, ... s'ajoutent les mesures de crise pénalisantes : abattage des canards, même sains dans les zones à risques, confinement. Malgré les indemnités assurées par l'Etat, les éleveurs sont régulièrement bousculés dans leur travail au quotidien.

EAJ-PNB défend la diversité et la maîtrise des productions locales de qualité.

EAJ-PNB dénonce en particulier, la mesure de confinement des volailles qui menace la viabilité de fermes, basées sur l'élevage en plein air. Ce modèle correspond à une tendance de consommation croissante, impossible à assurer avec cette mesure : bien-être animal, qualité sanitaire et gustative du produit. A quoi bon mourir guéri !

EAJ-PNB exhorte les autorités sanitaires à proportionner leurs décisions, au regard des spécificités de notre territoire : moindre densité d'élevage, par rapport aux départements voisins du Gers, des Landes ou race locale Kriaxera dont la résistance à la grippe aviaire est l'objet d'études.

EAJ-PNB se joint à l'appel du syndicat ELB, pour manifester notre désapprobation, ce samedi 29 janvier, à 14h, sur la place du marché à Saint Palais.



ARTICLES PARUS DANS LA PRESSE / PRENTSAN AGERTU ARTIKULUAK



- 01** Le 28 Octobre 2021 / 2021eko Urriaren 18an
LGV : Le modèle de transport ferroviaire français dans l'impasse
- 02** Le 26 Novembre 2021 / 2021eko Urriaren 26an
Le textile basque : une filière qui intéresse les musées et les laboratoires de recherche
- 03** Le 03 Décembre 2021 / 2021eko Abendoaaren 03an
Le Black Friday, en conclusion de la COP26 ; quel cynisme !
- 04** Le 10 Décembre 2021 / 2021eko Abendoaaren 10ean
Antilles : L'autonomie, comme une provocation...
- 05** Le 24 Décembre 2021 / 2021eko Abendoaaren 24an
Nouvelle-Calédonie : Une décentralisation pragmatique est-elle possible au sein de la République française ?
- 06** Le 21 Janvier 2022 / 2022ko Urtarrilaren 21an
« Il faut profiter de la Présidence du Conseil de l'Union européenne pour dire la vérité aux Français »

01

LGV : Le modèle de transport ferroviaire français dans l'impasse

Depuis 40 ans, le TGV bat des records de vitesse et est devenu un fleuron technologique du savoir-faire industriel français. Mais comme le Concorde en son temps, la France se fourvoie dans l'exploitation de son prodige.



A travers la politique de LGV, l'Etat s'entête à privilégier les connexions entre les grandes villes et les grandes métropoles, plutôt que le développement de réseaux ferroviaires de proximité, sur des ressources multimodales. Sur le besoin des territoires, l'Etat continue de se tromper.

Toute personne un tant soit peu sensible aux questions écologiques est normalement favorable au train. Par rapport aux autres moyens de transport, le train est plus durable, il consomme peu d'énergie. Au quotidien, c'est un bel outil pour éviter les embouteillages, le stress et la pollution que cela peut engendrer. Mais réellement, combien de personnes prennent le train en France pour se rendre à leur travail, à leurs activités personnelles, au cinéma, au musée ou ailleurs ? Ou plutôt, combien de personnes ont la possibilité de le faire ?

Pour la majorité de Français, le train n'est pas un moyen de transport accessible. Le train est un moyen de transport de proximité uniquement dans les (très) grandes agglomérations. Très grandes et même très anciennes car les réseaux ferroviaires ont cela de spécifiques qu'ils ne sont pas faciles à modifier sans grands aménagements. Ils supposent des investissements importants pour voir le jour dans un espace urbain qui évolue toujours plus vite que prévu. Les réseaux ferroviaires sont des structures d'aménagement du territoire urbain, et même plutôt interurbain en France. Depuis 40 ans, c'est le TGV-LGV qui concentre les investissements publics au détriment de tout le reste. Entre 1990 et 2015, 30 des 78 milliards d'euros investis dans les infrastructures ferroviaires l'ont été dans les lignes à grande vitesse soit environ

38 % du total. François Philizot, préfet, auteur d'un rapport sur les petites lignes ajoutait en 2020 que « (...) sans aucun doute l'investissement massif dans la grande vitesse a condamné en partie le réseau structurant français ».

Il y a quelques jours, Gilles Savary, l'ancien député socialiste et membre du Haut Comité du ferroviaire abondait en ce sens. Dans une tribune dans Sud-Ouest, il y soulignait le caractère obsolète de la politique de l'Etat en taxant d'anachronisme financier, écologique et social la relance des LGV. En effet, aujourd'hui, la réalité des Français est plutôt d'être bloqués dans les bouchons.

EAJ-PNB pense qu'il est urgent de rééquilibrer le modèle ferroviaire français et d'investir sur les lignes de proximité.

L'ensemble des lignes TGV transportent moins de la moitié de passagers que la ligne RER A en région parisienne, à elle seule. Quelle ineptie ! Les besoins locaux appellent des investissements majeurs sur les mobilités de proximité quotidienne, pour des aménagements de gares, pour des pôles multimodaux... qui puissent être des alternatives au «tout voiture».

Avec la question de la LGV, l'Etat continue de privilégier les politiques des grands travaux, des grands investissements au service des grandes villes au détriment de ce qui doit être utile au quotidien aux citoyens. Il se distingue de ses voisins européens, l'Allemagne notamment, et même la Communauté autonome d'Euskadi, qui préfèrent une desserte ferroviaire de toutes les villes : moyennes, grandes ou métropolitaines... Dans son mode opératoire, l'Etat n'a

01

rien changé depuis l'après-guerre. En 1947, le géographe Jean-François Gravier publiait « Paris et le désert français » et 75 ans après, Paris continue de dicter aux provinces ce qu'elles doivent financer. Sur le BAB, il est difficile d'expliquer que les investissements publics doivent servir à aménager des voies de LGV qui ne serviront qu'à voir venir et partir des hordes de vacanciers au détriment d'infrastructures qui pourraient résoudre les congestions urbaines de l'agglomération. C'est pourtant ce qui se dessine.

EAJ-PNB rappelle que les investissements publics des collectivités territoriales doivent répondre aux besoins de proximité. Les infrastructures de transport doivent se concentrer d'abord sur le lien entre l'agglomération et ses périphéries, vers le Nord (Sud des Landes), vers le sud-est (Pays basque intérieur). C'est un enjeu qui dépasse largement la question du financement d'infrastructures de transport : c'est une question sociale, politique et environnementale.

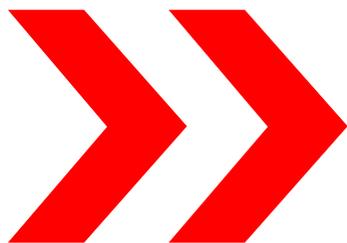


Jean Tellechea

Conseiller municipal à Urrugne, secrétaire de l'IBB (EAJ)



Paru le vendredi 28 Octobre 2021,
dans la Semaine du Pays Basque, n°1453



02

Le textile basque : une filière qui intéresse les musées et les laboratoires de recherche

Ces jours-ci, le linge basque s'expose dans les Musées et il pose la question de son avenir dans un monde globalisé.

Le textile basque : une filière qui intéresse les musées et les laboratoires de recherche. Ces jours-ci, le linge basque s'expose dans les Musées et il pose la question de son avenir dans un monde globalisé.

Objet majeur de la culture basque traditionnelle, le textile basque a du mal à résister à la « fast fashion ». Pourtant, face à la culture des vêtements jetables, un changement radical est attendu pour réduire ce gaspillage économique et écologique. A la marge, des techniques de production innovantes émergent pour produire des vêtements durables et de l'emploi durable. C'est notamment l'ambition de la chaire BALI à l'Ecole d'ingénieurs ESTIA.

Grâce à « Trames du quotidien. Haritik harira », l'exposition temporaire sur le linge basque ouverte cet été au Musée basque de Bayonne, nous avons redécouvert une

culture locale absorbée par le développement du commerce textile internationalisé. En mettant à l'honneur des vêtements traditionnels, des costumes de danse, du linge de maison ou encore des espadrilles, ce sont autant de témoignages des pratiques de fabrication et des usages que nous redécouvrons. Surtout, cette exposition a cela de nécessaire qu'elle s'intéresse non seulement aux matériaux qui ont servi à développer cette tradition textile au Pays basque mais aussi qu'elle porte un regard rétrospectif sur l'arrivée de la mécanisation et notamment l'apport de l'industrie et du tourisme à la tradition textile. « Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va » pourrait-on résumer.

Tout au long de son histoire, le Pays basque a développé un grand savoir-faire dans la fabrication des tissus. Jusqu'à la fin du XIXème siècle où l'importation de tissus,

notamment de coton, a diversifié et multiplié la production locale, c'était une activité centrale dans la vie quotidienne. Depuis, l'industrie textile s'est globalisée contribuant, entre autres industries, au désastre écologique. Aujourd'hui, elle est la 2ème activité la plus polluante au monde (après le pétrole). Chaque année, elle émet 1.2 milliard de tonnes de carbone (C'est plus que les rejets des transports aériens et maritimes réunis). Pour la fabrication d'un t-shirt, il faut 2700 litres d'eau, 7000 composants chimiques, 25% des pesticides utilisés dans le monde ! A-t-on conscience que pour atterrir dans l'armoire de l'acheteur européen, ce vêtement parcourt plus de 65 000kms. Et si 100 milliards de vêtements sont vendus dans le monde par an, en Europe, 4 millions de tonnes sont jetés en même temps ! Plus aberrant encore, selon une étude Movinga en 2018, 68% des ménages français possèdent dans leurs garde-robes des vêtements, achetés au cours des 12 derniers mois, jamais portés...

La surconsommation est devenue loi grâce à la Fast-Fashion. Si le secteur textile emploie 75 millions de personnes, ce sont essentiellement des emplois faiblement rémunérés et occupés en très grande ma-

iorité, à 80%, par des femmes, dans des pays en voie de développement. Source de désastre écologique, d'inégalité de genre, l'industrie textile doit faire sa révolution.

L'urgence est de protéger mais aussi d'innover

Le linge basque possède aujourd'hui son indication géographique (IG). Cela permet d'attester que le produit est bien fabriqué sur son lieu de production historique, dans les Pyrénées-Atlantiques. Des emplois peuvent ainsi être maintenus localement, entretenant ainsi cette activité économique sur un territoire qui a une histoire textile forte. Il est « protégé » mais reste très marginal dans un secteur textile infiniment plus vaste et néfaste. Des initiatives se développent cependant çà et là : vêtement plus durable, bourse d'échange de vêtement... Ces efforts louables ne suffiront pas tant que des alternatives radicales ne seront pas imaginées. A l'école d'ingénieur ESTIA à Bidart, depuis 2017, la chaire BALI s'efforce à devenir un centre d'information et de recherche sur les disruptions technologiques pour le secteur de la mode et du textile. L'objectif est d'accompagner les entreprises à comprendre et à intégrer les enjeux de transformation industrielle futurs dans

ce secteur si impactant. Concrètement, plusieurs axes de réflexion sont engagés pour les 3 années à venir : La circularité et la traçabilité pour donner du sens à l'offre et valoriser auprès du consommateur, la flexibilisation de la chaîne de valeur pour réduire le time to sustainable market, la transformation des filières industrielles pour retrouver une compétitivité économique et une attractivité.

Au-delà des termes techniques, il s'agit de repenser, grâce à la mobilisation des réflexions portées partout dans le monde, la production du textile et son utilisation dans une approche plus intégrée mais aussi plus

localisée dans notre quotidien.

Les filières économiques, même les plus impactantes, ont toutes un avenir écologique lorsque qu'elles abordent une transition par la relocalisation des activités, par des processus de production durables et surtout que le consommateur impose un marché vertueux.

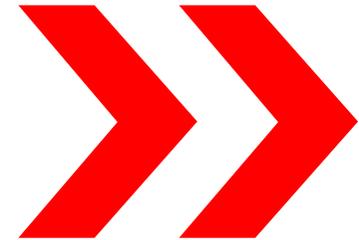


Jean Tellechea

Conseiller municipal à Urrugne,
secrétaire de l'IBB (EAJ)



Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n°1457, le vendredi 26 Novembre 2021



»» Le Black Friday, en conclusion de la COP26 ; quel cynisme !

Par respect pour les enjeux de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique, on aurait pu imaginer un symbole moins cynique, voire un geste fort en annulant cette année le Black Friday, cette grande braderie sans frontière.

Les COP se succèdent années après années, et le modèle diplomatique mondial démontre son incapacité à aborder les sujets qui fâchent, les vrais sujets. Les représentants des états se sont déplacés à Glasgow pour sauver le monde ; ils en repartent en ayant conforté un modèle économique dépassé dans sa course effrénée à une production irresponsable, au lieu de le pousser vers des modèles de rupture.

A Glasgow, une trentaine d'Etats et une dizaine de constructeurs automobiles vont « s'efforcer », d'ici 2040, à ce que toutes les voitures neuves vendues soient zéro émission. La production de nouvelles voitures, hybrides ou électriques, est-elle la solution écologique dans nos villes saturées par les SUV de taille XXL utilisés pour ne déplacer que leur conducteur ? Le problème

est volontairement mal posé.

Il est tellement plus aisé de déclarer tout faire pour limiter la déforestation, diminuer les émissions de méthane, imaginer la fin du charbon d'ici une vingtaine d'années... plutôt que d'accepter publiquement que la production d'énergies renouvelables n'a pas capacité à être l'alternative aux énergies fossiles à consommation constante.

Même Green Grids, la coalition en faveur des énergies propres, lancée à Glasgow et qui est soutenue par des Etats, des industriels, des organisations internationales, des scientifiques et des regroupements de citoyens... ne répond qu'à un paradigme ancien. Il faut plutôt encourager l'autonomie énergétique des territoires en mettant en place des centrales énergétiques de plus petites dimensions (solaire, hydro-électrique...) moins nuisibles à l'environnement, en

développant des solutions de proximité, grâce aux contributions des institutions locales.

La grande leçon de ces COP et de leurs échecs répétés, c'est donc les limites de la centralisation des systèmes décisionnaires et productifs. Ce que nous montre Glasgow, c'est que les États ne sont plus capables de faire, de décider. Glasgow montre l'épuisement des décisions verticales. Les solutions doivent venir de chacun mais surtout des institutions locales car elles sont les plus à même de faire les arbitrages utiles pour les territoires et, in fine, pour la planète tout entière.

L'avenir de la planète ne dépend plus donc des Etats mais des territoires et de leur capacité à porter les politiques publiques, jusque dans la transition énergétique. A la veille des élections à la présidence de la République, Eaj PNB sera « très » attentif aux propositions des candidats dans ce transfert des compétences de l'Etat.



Jean Tellechea

Conseiller municipal à Urrugne,
secrétaire de l'IBB (Eaj)

La Semaine
du Pays Basque

Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n°1458, le vendredi 03 Décembre 2021

Antilles : L'autonomie, comme une provocation...

Il y a dans l'usage du terme « autonomie » dans la bouche de Sébastien Lecornu un trait de provocation comme lorsque l'on propose l'inacceptable au pire des moments.

Venant de la part d'un Ministre chargé des Outre-mers, c'est d'autant plus choquant qu'il porte la responsabilité de l'action de ses prédécesseurs pour reconnaître, de facto, leurs échecs récurrents. Si la situation est terrible aux Antilles aujourd'hui, c'est que les pouvoirs publics français n'ont pas su répondre aux besoins de la population depuis des années. Dans ces conditions, jouer la carte de la fermeté et en même temps de « l'ouverture » en évoquant le thème de l'autonomie est inopportun et méprisant.

Ces jours-ci, l'urgence des Antilles françaises n'est certes pas de s'interroger sur davantage d'autonomie. Ce n'est pas la question du moment. Depuis plusieurs semaines, la Guadeloupe et la Martinique sont entrées dans une période trouble rappelant les événements de 2009. En janvier et février 2009, une grève générale contre la vie chère paralysait la Guadeloupe pendant un mois et demi et la Martinique pendant plus d'un mois. Plus de dix ans après, les prix sont toujours aussi élevés par rapport à ceux de la métropole et c'est là que se trouve la source du problème. La Guadeloupe et la Martinique souffrent d'un retard de

développement évident. La mortalité infantile, le chômage et l'échec scolaire y sont beaucoup plus élevés qu'en Métropole. Les coupures d'eau y sont quotidiennes et l'assainissement y est médiocre. Malgré la distance, la dépense économique vis-à-vis de la métropole reste forte, elle représente entre 50% et 60% des échanges commerciaux. Comment alors oser parler d'autonomie quand on est dépendant ? Comme l'a souligné le CESE dans un rapport de janvier 2020, « la promesse d'égalité n'est pas tenue ». L'envoi des troupes du GIGN et du RAID a cela de désarmant que pour l'Etat français seule la force semble pouvoir être la solution à l'apaisement. C'est même un schéma récurrent. A la suite de la grève générale de 2009, un référendum fut proposé aux Martiniquais. Cette consultation projetait une autonomie accrue, en passant sous le statut de collectivité d'outre-mer au lieu de celui de département et de région. 4 électeurs sur 5 l'avaient rejetée. La grande majorité des Antillais reconnaissent qu'ils ne sont pas encore prêts à plus d'autonomie tant que les besoins essentiels ne sont pas assurés : santé, emploi, accès à des réseaux d'eau dignes de ce nom... Surtout tant qu'une au-



tonomie de gestion progressive, dans le cadre de la décentralisation n'est pas engagée. Tel est le problème de fond qui doit trouver une solution. Les Antilles n'ont pas besoin d'une décentralisation poussée à l'extrême, ils ont besoin d'une décentralisation effective avant de voir plus loin.

Si, comme l'a sous-entendu le Ministre, il est vrai que certains élus ont parlé de disposer de plus de liberté de décision et même posé indirectement la question de l'autonomie, il est impératif de le faire dans une situation apaisée. Une fois la période de trouble passée, ce sera au

04

gouvernement d'être prêt à en parler, seulement si les débats servent à résoudre les vrais problèmes du quotidien des Antillais. L'autonomie, évoquée à l'emporte-pièce n'est pas la solution qui s'impose. Si l'Etat souhaite réellement préparer les Antilles à plus d'autonomie, il devra accepter d'offrir à la Guadeloupe et à la Martinique la possibilité d'un développement endogène économique, social et culturel. Ce qui semble encore bien plus rhétorique que sincère.

« M. le Ministre des Outre-mers, votre proposition ne fait que renforcer l'idée que pour les antillais comme pour les basques, la ville lumière n'éclaire que les parisiens. »

Et à l'heure des débats sur le projet de loi 3DS (Différenciation, Décentralisation & Déconcentration), Eaj PNB appelle les députés français à lui donner encore plus de souffle et d'ambition.



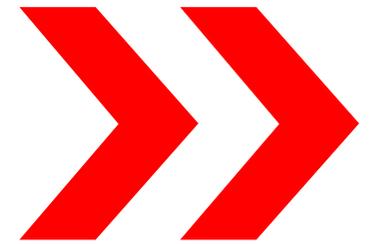
Jean Tellechea

Conseiller municipal à Urrugne, secrétaire de l'IBB (EAJ)



Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n°1459, le vendredi 10 Décembre 2021

05



Nouvelle-Calédonie : Une décentralisation pragmatique est-elle possible au sein de la République française ?

Au soir du dernier vote sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, indiscutablement rejetée par l'essentiel des votes exprimés (96,5%), le Ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu a très bien résumé la situation : Il ne s'agit pas de savoir si la Nouvelle-Calédonie reste française. Il faut que « la stabilité politique, la paix sociale, la capacité à faire vivre un développement économique se fassent. Au-delà des questions de souveraineté, il y a la question de la prospérité du devenir de la Nouvelle-Calédonie ». En effet, la Nouvelle-Calédonie entre maintenant dans une phase de transition, qui doit durer jusqu'en juin 2023, et toutes les parties devront réfléchir à un statut nouveau. Le 12 décembre dernier, les électeurs calédoniens ne se sont pas précipités aux urnes. Avec un taux de participation de 43,9% (contre 81% en 2018) les résultats sont cependant à considérer avec prudence surtout

lorsque l'on rappelle qu'en raison de la crise sanitaire les indépendantistes avaient appelé à ne pas aller voter. Pourtant, c'est le troisième référendum et pour la troisième fois, les électeurs de l'île du Pacifique ont repoussé cette éventualité à 96,5% confirmant les deux scrutins antérieurs (non à 56,7 % en 2018, non à 53,3 % en 2020).

Malgré ce rejet, une nouvelle phase de la décentralisation doit se définir maintenant.

L'Etat, les partisans de l'indépendance et les loyalistes à la République doivent entamer une période de discussions sur les futures institutions de la Nouvelle-Calédonie, qui devront être validées par consultation au plus tard le 30 juin 2023. Nul doute que les débats porteront sur les enjeux économiques et sociaux de l'île : rappelons que le nickel, dont la Nouvelle-Calédonie assure 8 % de la production mondiale, constitue 25% des emplois privés

insulaire, et que son exploitation est source de déséquilibres sociaux, notamment pour les jeunes générations. Les questions fiscales et de santé publique seront-elles aussi au centre des préoccupations des 270 000 calédoniens. Il y a là une volonté de la République française, si jalouse de son uniformité ailleurs, de promouvoir une forme de décentralisation pragmatique, presque une forme d'autonomie, pourtant si éloigné de sa philosophie politique. Pour l'ensemble des territoires français, dont le Pays basque nord, cette expérimentation institutionnelle calédonienne est un exemple. Elle démontre que le lien qui unit la France et ses territoires est une réalité qui peut être aménageable et qui doit l'être.

Depuis les événements de la Grotte d'Ouvéa en 1988 et les Accords de Matignon ont institué des garanties économiques et institutionnelles à la communauté kanake. En 1998, l'Accord de Nouméa a permis le transfert de certaines compétences régaliennes vers la Nouvelle-Calédonie : un régime de droit civil est reconnu, le Congrès de la Nouvelle-Calédonie peut lever des impôts et des taxes. Des prérogatives inimaginables dans la République française !

Même si les questions de défense, de sécurité, de justice et de monnaie restent des at-

tributions étatiques, l'Accord de Nouméa est contraignant pour l'État français puisque ces transferts de compétences sont déclarés irréversibles (sauf à recourir à la fois à un référendum et à une modification constitutionnelle). Surtout, l'attribution de ces pouvoirs locaux démontre que davantage d'autonomie n'aboutit pas forcément au séparatisme ou à toute autre forme d'indépendance radicale. Au contraire, cette décentralisation poussée témoigne que les territoires ultramarins et métropolitains ont leur spécificité et qu'ils peuvent se gérer de manière plus autonome que ce que la décentralisation actuelle imagine.

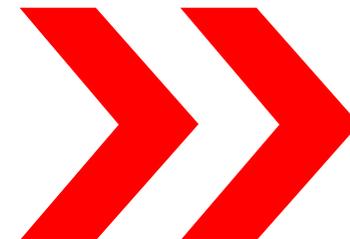
Le président Macron déclarait dimanche soir que « la France est plus belle car la Nouvelle-Calédonie a décidé d'y rester ». C'est surtout la liberté d'exprimer ce que l'on souhaite en tant que territoire qui m'intéresse même si c'est imparfait. Je préfère retenir les propos du Ministre des Outre-Mer quand il assure que l'Etat « n'imposera pas les choses ». J'aimerais que l'ensemble des territoires de la République puisse avoir cette liberté pour disposer davantage de compétences.



Daniel Daraspe

élu municipal à Berrogain Larruns

Membre de l'IBB EAJ-PNB



La Semaine
du Pays Basque

Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n°1461, le vendredi 24 Décembre 2021

« Il faut profiter de la Présidence du Conseil de l'Union européenne pour dire la vérité aux Français »

La France préside le Conseil de l'Union européenne durant l'évènement politique le plus important du pays. Cette présidence est une occasion unique pour expliquer aux Français la vérité sur les relations entre les institutions françaises et européennes. La France doit reconnaître que tout ne se décide pas à Paris, à Bruxelles ou Strasbourg pour que les Européens investissent les institutions démocratiques locales.

Depuis le 1er janvier 2022, la France est devenue présidente du Conseil de l'Union européenne (UE) pour les 6 prochains mois. Cette institution réunit les ministres des pays de l'UE pour négocier et adopter les lois, avec le Parlement européen, mais surtout pour coordonner les politiques de l'UE. Le Conseil permet de faire le lien entre les politiques menées par les gouvernements nationaux, par l'intermédiaire des ministres, et les politiques continentales européennes. Car, contrairement à la représentation que se font les Européens, nombre de politiques publiques sont codécidées au niveau des institutions européennes. Elles échappent donc à des arbitrages exclusivement nationaux, comme tendent à montrer les médias nationaux.

Pendant 6 mois, la France animera les échanges entre les ministres européens, elle pourra mettre en avant les thèmes qui lui paraissent importants. Lors de sa déclaration du 16 décembre dernier, outre la croissance économique et un modèle social européen, Emmanuel Macron a annoncé qu'il défendrait les valeurs européennes face aux réactions protectionnistes de certains Etats membres. C'est très bien. Pour cela, il faudrait déjà reconnaître que les Etats ne sont pas omnipotents, qu'ils ne décident pas tout seul de ce qui est de l'intérêt des citoyens européens. A EAJ-PNB, nous aimerions que cette présidence française soit l'occasion de l'affirmer pour faire une place aux institutions européennes mais aussi aux institutions locales.

Dépasser la représentation obsolète de l'homme providentiel

Ces prochains mois, la France sera en pleine campagne présidentielle. Paradoxalement, le chef de l'Etat incarnera l'homme politique providentiel à la française, le Président de la République centralisant les rênes d'un pouvoir vertical, conduisant la politique de son gouvernement, ordonnant le calendrier des réunions parlementaires... Or, les valeurs de l'UE sont diamétralement l'inverse. Le principe de subsidiarité établit que les décisions doivent s'organiser depuis les pouvoirs les plus proches des besoins. Les politiques publiques doivent être décidées entre les pouvoirs représentatifs locaux (Communes, intercommunalités, régions, etc.) pour que leurs



choix puissent être partagées par le plus grand nombre. Or, l'approche simplificatrice de la pratique politique française, où tout se focaliserait autour d'un dépositaire du pouvoir à l'Elysée, seul à décider pour 67 millions d'habitants, n'est plus possible. Surtout, elle met en péril l'exercice démocratique. Lors des dernières élections, seule l'élection présidentielle a intéressé plus de 3 électeurs inscrits sur 4 (77,7% en 2017 au 1er tour) ! Pour les autres scrutins, moins d'un français sur 2 a participé aux élections législatives de 2017 (48,7% au 1er tour), idem aux Européennes de 2019 (50,1%) comme aux municipales de 2020 (44,6% au 1er tour) et aux départementales de 2021 où la participation est descendue à 1 électeur inscrit

06

sur 3 (33,3% au 1er tour) ! La focalisation de l'information politique sur les méandres du pouvoir parisien ajoutée à la fragilité des médias locaux produisent une désaffection incontestable de la chose publique. La méconnaissance des institutions françaises et européennes ajoutée au désintérêt des relais médiatiques de la vie politique locale mettent en danger le modèle démocratique en France.

A la faveur de la présidence française de l'Union européenne, j'aimerais qu'Emmanuel Macron tienne ses engagements et défende auprès des Français et des Européens les valeurs de l'Union européenne. J'aimerais qu'il souligne l'importance des institutions locales qui sont le terreau de nos démocraties. J'aimerais qu'il permette une décentralisation effective pour que l'ensemble des citoyens se sentent impliqués dans les décisions qui les concernent. Il faut profiter de la Présidence du Conseil de l'Union européenne pour dire la vérité aux Français et faire vivre nos démocraties en danger.



Peio Etxeleku
Président de l'IBB (EAJ-PNB)



Article paru dans la Semaine du Pays Basque
n°1463, le vendredi 21 Janvier 2022

07

Grande interview de Peio Etxeleku dans la Semaine du Pays Basque

« Les questions politiques qui touchent notre territoire se décident exclusivement en Iparralde »

Vous êtes président d'EAJ-PNB, conseiller communautaire et chef de plusieurs entreprises. Vous venez d'être réélu conseiller consulaire de la CCI et êtes désormais vice-président. Comment arrive-t-on à gérer tout cela ?

Je ne vous cache pas que la gestion de mon agenda relève parfois de l'acrobatie mais, heureusement, certaines fonctions demandent plus d'implication ou de temps à consacrer que d'autres. Du côté de mon entreprise, l'équipe qui m'entoure est extrêmement compétente et bénéficie d'une très large autonomie dans son fonctionnement. C'est elle qui traite, quotidiennement, toutes les questions opérationnelles et je me consacre davantage aux projets de développement du Groupe. Pour ce qui est du rôle de référent de pôle territorial, c'est une fonction qui exige de participer à de nombreuses réunions, parfois

insuffisamment productives d'ailleurs, mais la fonction n'a aucun pouvoir exécutif au sein de la Communauté d'agglomération. Si j'en crois la note que les élus du pôle Errobi m'ont accordée dans le bilan de première année que je leur ai proposé, ils semblent satisfaits de mon implication. Pour ce qui est de la vice-présidence de la CCI, c'est également une fonction qui s'appuie sur des équipes opérationnelles d'un très grand professionnalisme et un président, André Garreta, totalement engagé. Mon rôle sera donc principalement un rôle de soutien et d'aiguillon. Enfin, concernant la fonction de Président d'EAJ-PNB, elle suppose en effet un temps d'implication certain puisqu'elle m'amène à participer aux réunions de notre organe exécutif national, l'Euzkadi Buru Batzar, à Bilbao. Elle a lieu tous les lundis en présence du président du parti, Andoni Ortuzar, et du Lehendakari du Gouvernement Basque, Iñigo Urkullu. De plus, elle

m'amène à rencontrer de nombreux acteurs du territoire (élus et autres), parce que au-delà de notre poids politique en Pays Basque Nord, qui doit être nettement amélioré, nous sommes amenés à envisager plusieurs projets concrets, qui auront des impacts sur la vie quotidienne de nos concitoyens et de nos entreprises.

Avant de parler politique, revenons au succès d'Agour dont on a fêté les 40 ans récemment. Vous devez être fier de ce parcours qui résonne de manière très personnelle pour vous. Quel bilan dressez-vous de cette aventure ? Et comment envisagez-vous l'avenir ?

Toute aventure entrepreneuriale revêt un niveau de risque et de fragilité majeurs mais lorsque, à force de travail, d'abnégation, mais aussi d'audace, on engrange quelques succès, elle constitue une source de satisfaction et d'épanouissement, économique certes, mais surtout humain. Lorsque, avec quelques associés, mon père a initié la création de notre petite entreprise en pleine zone montagne du Pays Basque intérieur, il y a 40 ans, c'était dans des conditions d'une pré-

carité absolue. Seule la confiance des premiers bergers et la très forte implication des travailleurs, qui perdurent encore aujourd'hui, nous ont permis d'arriver où nous en sommes. Bien avant que le concept de RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises [NDLR]) ne soit à la mode, je crois pouvoir dire que la notion de responsabilité sociétale et territoriale fait partie de notre ADN. Elle a été le moteur majeur de notre développement. Nous sommes aujourd'hui un groupe très diversifié, présent sur plusieurs métiers (le fromage, avec 4 sites, la pâtisserie - biscuiterie, la salaison, la construction métallique et la serrurerie, et enfin la distribution, au travers d'une douzaine de boutiques et de kiosques). Nous contribuons à faire vivre directement 260 familles de travailleurs et plus de 150 éleveurs. L'une de nos plus grandes fiertés et d'être présents des deux côtés de la Bidassoa, faisant de nous l'une des rares entreprises pleinement implantées sur une majorité de provinces historiques d'Euskadi. Pour ce qui est de l'avenir, notre développement passe par des investissements très importants en matière de Recherche et de Développement, pour concevoir et mettre en produc-



tion des gammes encore plus innovantes. Parallèlement, nous poursuivons la transformation de nos outils de production afin qu'ils soient, dans des délais courts, des acteurs de la transition énergétique. À ce titre, nous travaillons de façon très concrète sur la réduction drastique de notre impact carbone et environnemental et la mise en œuvre de projets de production d'énergie renouvelable qui feront que,

dans les prochaines années, notre Groupe sera positif en matière de production électrique.

Le volet responsabilité territoriale devrait prendre un virage nouveau avec le lancement, mi 2022, à Hélette, du premier incubateur transfrontalier, dédié aux start-ups du secteur Agri-Food Tech.

Dans le cadre d'Agour, vous avez

procédé à l'achat d'une ferme que vous avez transformée pour pouvoir y loger des travailleurs saisonniers. C'est une démarche intéressante car beaucoup pointent comme cause de la pénurie de main d'œuvre, ces difficultés de logement. Avec votre regard d'entrepreneur mais aussi celui d'élus de la chambre de commerce, pensez-vous que ce type d'initiative peut être étendu ?

Je crois hélas que nous n'aurons guère le choix ! Que constatons-nous aujourd'hui ? D'une part, que la production très importante de logements de ces 15 dernières années n'a pas été une réponse aux besoins locaux, en particulier ceux des travailleurs de nos entreprises. Jamais le Pays Basque nord n'a produit autant de logements et jamais la précarité de logement n'a été si grande, avec un accroissement régulier de la part de résidences secondaires, de logements vacants ou de logements orientés vers des résidences temporaires en meublé de tourisme (type Airbnb). D'autre part, les organismes officiels de logements sociaux suivent des processus de production très longs, avec des critères d'attribution qui ne sont pas forcément ceux correspondant à nos salariés. J'ai été amené à voter contre le PLH (plan local de l'habitat) car il comporte deux défauts majeurs : son diagnostic n'intègre pas la fulgurante accélération du phénomène de crise induite par la crise du Covid, et il ne prévoit pas les mesures d'urgence qui doivent être engagées pour faire en sorte que le développement de nos entreprises ne soit quasiment annihilé en raison de notre incapacité à loger nos salariés. Je pense donc qu'il reviendra aux acteurs économiques privés de ce territoire de se prendre en mains. Nous sommes plusieurs entrepreneurs, membres d'EAJ-PNB ou proches, à lancer d'ores et déjà une réflexion concrète en ce sens.

Vous avez repris la présidence du PNB. Où en est le parti aujourd'hui ? Pensez-vous que le centre abertzale peut s'implanter dans l'électorat et que cela peut se traduire à termes par une plus grande visibilité de ses élus ?

Le Pays Basque nord est, sociologiquement, une terre correspondant principalement à un courant de pensée centriste et abertzale / euskalzale. Tout notre défi est de convertir ce terreau électoral favorable en élus et en capacité d'influence accrue. C'est



à la fois grâce à l'exemplarité de nos actions, lorsque nous sommes en capacité de gestion, et par l'accroissement continu de notre visibilité et la diffusion de notre discours que nous finirons par convaincre les cœurs de nos concitoyens et, je n'en doute pas, de nombreux décideurs politiques locaux qui ne se retrouvent pas aujourd'hui dans les différentes offres politiques proposées par l'abertzalisme radical d'un côté ou par les partis français classiques d'un autre côté. Nous sommes au début de ce travail en Iparralde, mais EAJ-PNB, qui est un parti de 127 ans d'existence, ne s'est pas fait en un jour. Le positionnement centriste, la culture du compromis qui nous caractérisent fait souvent d'EAJ une forme de point d'équilibre. Mon rôle majeur est avant tout celui de la pédagogie, de la conviction et du rassemblement. L'absence de notre mouvement politique étant fondamentalement fé-

déraliste, je fais d'ailleurs appel à toutes les personnes de bonne volonté afin de nous rejoindre car les questions politiques qui touchent notre territoire se décident exclusivement en Iparralde.

Vous êtes élu de Cambo-les-Bains. Beaucoup ont laissé entendre que l'on se dirigeait vers une confrontation entre vous et Christian Devèze au moment de la succession de Bernadette Jougleux. Au final, les choses se sont passées très différemment puisque vous vous êtes au contraire par-tagés les tâches. Quand il s'agit des intérêts de sa commune, on finit donc toujours par trouver des accords pour conjuguer tous les talents ?

La conjugaison de talents, voire de points de vue parfois divergents, au service de l'intérêt supérieur d'une commune : c'est probablement la meilleure des méthodes. Elle implique un haut niveau de communication et d'écoute mutuelle mais également une capacité à faire des concessions. C'est un exercice exigeant, difficile mais probablement un des meilleurs gages de réussite, notamment sur des projets qui peuvent faire l'objet de polémique importante.

Si on en croit la Marquise, vous seriez « Peio la Torpille » à l'agglomération Pays Basque, que vous seriez prêt à tout faire exploser... Il y a toujours une petite part de vérité sous la caricature politique, mais comment vivez-vous votre participation à l'agglomération ?

Je me reconnais davantage un tempérament de bâtisseur que de destructeur, même si j'aime bien le caractère rapide que pourrait revêtir une torpille...

Plaisanterie mise à part, l'agglomération a fait des choix organisationnels initiaux qui montrent aujourd'hui leurs limites. La complexité inhérente à une Communauté de





cette taille ne s'est pas améliorée avec la centralisation, que je juge excessive, du pouvoir décisionnel, qu'il soit d'ordre stratégique ou opérationnel. Cela se traduit par un éloignement de l'institution à l'égard de beaucoup de communes du territoire, et par une relation de type « guichet à subventions », de nature parfois clientéliste. Cela est malsain d'un point de vue démocratique, inéquitable et inefficace dans l'allocation des moyens financiers, nécessairement contraints, de notre Communauté. Nous avons grandement besoin de décentraliser et de fédéraliser la prise de décision politique et opérationnelle pour remettre les élus du territoire au centre du jeu démocratique. Les directions centrales (DGA dans le jargon interne) devraient se concentrer sur les questions stratégiques et la relation de la Communauté avec les institutions externes (État, Région, Département, Gouvernements Basque et Navarrais' etc.) ; la gestion opérationnelle revenant aux pôles territoriaux, au plus près des communes et des habitants. De plus, par sa politique d'investissements, la CAPB a davantage favorisé la frange littorale au détriment de l'intérieur (près de 70% des investissements ont été réalisés, selon nos estimations, sur le pôle Côte Basque Adour... mais ce chiffre est tabou) accentuant ainsi le déséquilibre déjà existant au sein du territoire. La situation actuelle me préoccupe ; beaucoup d'élus me disent « tu oses dire tout haut ce que beaucoup d'entre nous pensons tout bas »... Cette forme de « chape de plomb » qui pèse sur la parole politique devra être, tôt ou tard, brisée.

L'année 2022 sera une année électorale avec notamment les élections législatives. Est-ce que votre parti présentera des candidats ou bien apportera-t-il son soutien à d'autres candidatures ? Si oui, quelles sont les conditions pour bé-

néficier de ce soutien ? Et est-ce que cela peut concerner des députés briguant une réélection ?

Nous réfléchissons activement à la façon d'être le plus présent possible lors de cette prochaine échéance électorale. Nous pourrions être en effet présents directement par des candidatures d'adhérents à EAJ où sur des tickets acceptant explicitement notre soutien. Notre soutien éventuel à des candidatures extérieures, y compris de députés briguant une réélection, passerait en premier lieu par un accord précis et ambitieux sur des thématiques programmatiques qui nous sont chères (réforme de la Constitution pour la reconnaissance officielle des langues régionales, engagement pour le rééquilibrage territorial du Pays Basque nord et l'accroissement de sa souveraineté économique et énergétique, développement significatif des relations transfrontalières, etc.). Ce soutien supposerait également que nous puissions choisir le ou la suppléante de ces candidatures.

Le mois de janvier est la saison traditionnelle des vœux. Que souhaitez-vous pour le Pays Basque ? Et pour la France ?

Pour le Pays Basque, je souhaite avant tout qu'il puisse retrouver de façon rapide les conditions du « mieux vivre ensemble ». J'entends par-là :

- de résoudre avec célérité les questions de précarité de logement qui frappent aujourd'hui une large partie de la population, notamment les jeunes et les classes moyennes,
- d'apporter des solutions courageuses aux questions de sécurité (nous assistons, y compris à l'intérieur, à des scènes de violence auxquelles le Pays Basque n'a jamais été habitué),
- de préserver la vitalité de notre puissante identité, à la fois fière de ses fondamentaux (en particulier l'Euskara) et inclusive.

- et enfin de mettre en œuvre des politiques ambitieuses qui rendent palpable la solidarité territoriale en rééquilibrant les situations économiques et sociales entre les différents territoires. Le Pays Basque intérieur qui commence dès les premières communes du Labourd, doit être le réceptacle d'activités productives qui lui permettront de fixer ses populations et de créer suffisamment de richesses durables pour les générations actuelles et futures.

Quant à la France («un pays ami » comme le disent nos alliés Corses -sourire-), je lui souhaite de dépasser ses paradoxes. C'est un pays riche, qui a quelque peu gagné en agilité ces dernières années. D'un point de vue économique, elle a su gérer de façon efficace cette crise du Covid. D'un point de vue sanitaire elle a fait de son mieux (en tâtonnant), je crois, comme tous les gouvernements, quelque soit leur couleur politique (c'est notre parti qui est en gestion de ces questions-là, au moins partiellement, au Pays Basque Sud, nous connaissons bien les difficultés liées à ces incertitudes sanitaires). Mais c'est un pays qui doute trop de lui-même : il lui est urgent de faire son aggiornamento institutionnel. En envisageant une forme d'organisation fédérale de son territoire et en étant à nouveau le moteur de la construction européenne, tel qu'elle a pu l'être avec des acteurs aussi divers que Robert Schuman, Jean Monnet, Charles de Gaulle, Simone Veil ou même François Mitterrand. La bassesse du niveau de débat électoral de cette pré-campagne ne m'inspire hélas pas beaucoup d'espoir...